

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAÎSSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demander le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 15 juillet — Décret N° 1873 réglant l'organisation générale et le statut du personnel des services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles relevant du ministère des colonies, validé, modifié et complété par le décret N° 45-1543 du 11 juillet 1945 (*Arrêté de promulgation N° 656 Cab. du 20 novembre 1945*) 756

1945

- 1^{er} septembre — Décret N° 45-1986 relatif au traitement du personnel des services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des colonies. (*Arrêté de promulgation N° 656 Cab. du 20 novembre 1945*). 770
- 1^{er} septembre — Décret N° 45-1987 relatif à l'attribution du complément de solde aux ingénieurs des services des Travaux publics, Mines et Techniques industrielles des colonies. (*Arrêté de promulgation N° 656 Cab. du 20 novembre 1945*). 770
- 15 septembre — Ordonnance N° 45-2.122 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies. (*Arrêté de promulgation N° 653 Cab. du 19 novembre 1945*) 771
- 12 octobre — Décret portant extension aux non-citoyens de l'A.O.F. et du Togo électeurs à l'assemblée élue le 21 octobre 1945 des dispositions du décret du 19 avril 1939 fixant la compétence des juridictions françaises en matière pénale, civile et commerciale concernant les indigènes

satisfaisant ou ayant satisfait à leurs obligations militaires. (*Arrêté de promulgation N° 652 Cab. du 19 novembre 1945*) 772

- 15 octobre — Ordonnance N° 45-2366 portant rétablissement des élections aux assemblées ou conseils élus dans les territoires relevant du ministère des colonies. (*Arrêté de promulgation N° 669 Cab. du 24 novembre 1945*). 773

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

- 31 octobre — N° 3327 AP. — Arrêté fixant les délais de révision des listes électorales des chambres de commerce et des chambres d'agriculture et d'industrie de l'A.O.F. et du Togo en vue des élections prescrites par l'ordonnance du 15 octobre 1945. 774
- Additif à l'arrêté général N° 2939 SE. du 24 septembre 1945 réglementant la vente des marchandises ou objets d'occasion. 775
- Additif à l'arrêté général N° 3165 DT. du 13 octobre 1945 élevant le maximum des mandats-poste et des mandats télégraphiques dans le régime intérieur de l'A.O.F. 775

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

- 15 novembre — N° 633 E. — Arrêté portant ouverture d'une école de filles à Sokodé et d'une 2^e classe à l'école de village de Kouméa 775
- 15 novembre — N° 634 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne de café 1945-1946 et en fixant les prix. 777
- 17 novembre — N° 636 E. — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles

	privées du Territoire pour l'année 1945-1946 et portant fermeture d'écoles	775
19 novembre	— No 652 E. — Décision fixant les dates des vacances pour l'année scolaire 1945-1946.	777
20 novembre	— No 657 AE. — Arrêté fixant à nouveau les prix de vente à Lomé de l'huile de coco.	777
23 novembre	— No 662 SE. — Arrêté abrogeant l'arrêté No 412 SE, du 4 août 1945 déclarant infectés de peste bovine les cantons de Bapouré et Kabou (Subdivision de Bassari).	778
23 novembre	— No 663 SE. — Arrêté abrogeant l'arrêté No 414 SE, du 5 août 1945 déclarant infectés de peste bovine les cantons de Bau et Sarakawa (subdivision de Lama-Kara).	778
	Additif à l'arrêté No 530 F. du 18 septembre 1945 portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local, exercice 1944.	778
Personnel	778
Divers	791

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	796
Avis (Clôture de l'exercice 1945 du Budget colonial).	797
B.A.O. (Billet de 25 francs)	797
Avis (vente sur saisie-immobilière)	797
Avis (perte de titres fonciers).	798

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

ARRETE No 656 CAB. du 20 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général no 3059/AP. du 5 octobre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — le décret No 1873 du 15 juillet 1944 réglant l'organisation générale et le statut du personnel des Services des Travaux Publics, des Mines et des Techniques Industrielles relevant du ministère des colonies, validé, modifié et complété par le décret No 45-1543 du 11 juillet 1945;

2^o — le décret No 45-1986 du 1^{er} septembre 1945 relatif au traitement du personnel des services des Travaux Publics, des Mines et des Techniques Industrielles des colonies;

3^o — le décret No 45-1987 du 1^{er} septembre 1945 relatif à l'attribution du complément de solde aux Ingénieurs des services des Travaux Publics, Mines et Techniques Industrielles des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

DECRET No 1873 du 15 juillet 1944.

Le Ministre des Colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacement et les passages du personnel relevant du Ministère des Colonies ainsi que tous les textes qui ont modifié ou complété ces décrets;

Vu le décret du 27 septembre 1930 et les textes modificatifs subséquents fixant le statut du personnel de l'Inspection générale des Travaux publics des colonies;

Vu le décret du 9 mai 1936 et les textes subséquents portant organisation générale des services des Travaux publics des colonies et statut du personnel;

Vu les décrets des 9 mai et 29 décembre 1920, instituant un Service colonial pour les Ingénieurs des Ponts-et-Chaussées et pour les Ingénieurs au corps des Mines;

Vu le décret du 22 février 1938, fixant les conditions d'application en Indochine du décret du 9 mai 1936;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 et la loi du 4 septembre 1942, relatifs à l'organisation de l'Administration centrale du Ministère des Colonies;

Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les textes modificatifs ou complémentaires subséquents;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, portant création de la Caisse intercoloniale des Retraites et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 29 novembre 1943, portant classement en échelles de solde des fonctionnaires du cadre général des Travaux publics des colonies,

DECRETE :

TITRE PREMIER

OBJET ET PORTÉE DU DÉCRET
DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT
LES SERVICES ET LE PERSONNEL

ARTICLE PREMIER (Cf. décret du 11 juillet 1945). — Le présent décret règle l'organisation générale des Services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles relevant ou faisant partie du Département des Colonies et fixe le statut du personnel de ces services.

Il est applicable à toutes les colonies, pays de protectorat et territoire relevant du Ministère des Colonies.

L'organisation et le fonctionnement dans chaque colonie des Services des Travaux publics, des Mines

et des Techniques industrielles, ainsi que des services permanents qui y sont rattachés, tels que services des chemins de fer, services des transports fluviaux ou automobiles, ports et rades, architecture, urbanisme, bâtiments civils, distribution électrique, forces hydrauliques, géologie, infrastructure des lignes aériennes, etc.; sont, sous réserve de l'incidence éventuelle de textes organiques plus généraux, réglés par arrêtés des Chefs de colonie (1) soumis à l'approbation du Ministre des Colonies. Les services spéciaux tels que service géographique, aviation civile, météorologie, transports aériens, etc., qui peuvent être, éventuellement, rattachés ou annexés aux Services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles, ainsi que les services temporaires qui peuvent être créés pour l'exécution des grands travaux publics, sont, sous la même réserve que ci-dessus, organisés localement dans les mêmes conditions.

En ce qui concerne l'Inspection générale des Travaux publics des colonies et ses services annexes, l'organisation et le fonctionnement sont réglés par arrêtés du Ministre des Colonies; ces arrêtés précisent les attributions de ces services ainsi que la composition de leur personnel dans la double limite des effectifs fixés par les textes généraux relatifs à l'organisation du Ministère des Colonies et des crédits ouverts chaque année, à cet effet, dans la loi de Finances.

Les arrêtés prévus aux deux paragraphes ci-dessus fixent notamment de quelle manière tant au Département que dans chaque colonie, les services techniques peuvent être groupés sous la même autorité ou relever partiellement ou totalement d'autorités différentes. Un contrôle de la part des autorités techniques doit, toutefois, être maintenu dans tous les cas sur ces services et en particulier sur ceux dépendant des collectivités coloniales (municipalités, associations syndicales, etc.).

ART. 2. — Aux colonies, aussi bien qu'au Département, les Services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles sont dirigés par des Ingénieurs du cadre général des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles dont le statut est fixé ci-après.

ART. 3 (*modifié par décret du 11 juillet 1945*). — L'Inspection générale des Travaux publics des colonies au Ministère des Colonies est dirigée par un Ingénieur général qui relève directement du Ministre. Cet ingénieur général a rang et prérogatives de Directeur d'Administration centrale, tout en conservant le statut du cadre général auquel il appartient, ainsi que la solde et les accessoires de solde de son grade. Il prend le titre d'Inspecteur général des Travaux publics des colonies et est nommé par décret, sur le rapport du Ministre des Colonies.

Il est assisté, pour la direction de l'ensemble des services, par un adjoint du grade d'Ingénieur général ou d'Ingénieur en chef.

ART. 4 (*Cf. décret du 11 juillet 1945*). — Dans chaque Gouvernement général, le chef des services

techniques : Travaux publics, Mines, Techniques industrielles et services rattachés, prend le titre de directeur général. Les fonctions de Directeur général ne peuvent être remplies à titre permanent que par un Ingénieur général ou un Ingénieur en chef désigné par arrêté du Ministre des Colonies, après avis du Chef de colonie.

Les chefs des services subordonnés au Directeur général, notamment ceux des Mines et des Techniques industrielles, sont nommés par arrêté du Chef de colonie sur la proposition du Directeur général, les arrêtés de nomination précisant l'appellation de ces chefs de service.

Le Service des Mines et celui des Techniques industrielles peuvent toutefois soit relever partiellement ou totalement d'une autre autorité que celle du Directeur général, soit être autonomes; dans ces deux derniers cas, la désignation du chef de service est faite par arrêté du Ministre des Colonies après avis du Chef de colonie.

A la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, au Cameroun, à la Nouvelle-Calédonie et à la Côte Française des Somalis, le Chef de service ne peut pas être d'un grade inférieur à celui d'Ingénieur principal. Il est désigné, après avis du Chef de colonie, par arrêté du Ministre des Colonies qui détermine, en outre, l'appellation à lui donner (Directeur ou Chef de service).

Au surplus, l'ensemble des Services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, peut être confié à un Ingénieur en chef nommé par arrêté du Ministre des Colonies. Dans les autres colonies non groupées, le chef de service est nommé par arrêté du Ministre des Colonies, après avis du Chef de colonie.

Dans chaque colonie relevant d'un Gouvernement général, le Directeur ou Chef de service est nommé par arrêté du Gouverneur général, sur avis du Directeur général.

ART. 5. — Les personnels des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles se classent normalement dans les catégories ci-après :

1^o — Cadre général des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles;

2^o — Personnel contractuel;

3^o — Cadres spéciaux nécessaires pour le fonctionnement des services rattachés;

4^o — Cadres locaux français ou indigènes des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles.

En outre, des officiers, officiers d'administration et sous-officiers peuvent être mis, après accord avec le Département intéressé, à la disposition des Services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des colonies. Leur solde de base est celle de leur grade dans l'armée.

ART. 6 (*Cf. décret du 11 juillet 1945*). — Le statut du cadre général est fixé par le présent décret.

Le personnel contractuel est recruté pour tenir certains emplois temporaires, soit par le Ministre pour les emplois similaires à ceux tenus normalement par

(1) Dans le présent décret, l'appellation de « Chef de colonie » désigne le Chef d'une Fédération ou le Gouverneur général ou le Gouverneur d'une colonie autonome ou le Chef d'un territoire autonome.

les Ingénieurs du cadre général, soit par les Chefs de colonies pour les autres emplois.

Les conditions de recrutement et d'emploi de ce personnel font l'objet de règles édictées par le Ministre des Colonies. Les contrats doivent être, en principe, basés sur la durée d'un séjour normal à la colonie considérée. Si toutefois les conditions du service l'exigent et uniquement pour du personnel spécialisé, ces contrats peuvent être exceptionnellement basés sur une durée plus longue, sans dépasser, toutefois, la limite maximum de cinq années de séjour à la colonie. En ce cas, ils sont toujours communiqués au Département avant engagement définitif. Ils ne sont pas renouvelables par tacite reconduction.

Les statuts des cadres spéciaux nécessaires pour le fonctionnement des services rattachés sont fixés soit par décret contresigné par le Ministre des Colonies, soit par arrêté des Chefs de colonie, soumis à son approbation.

Les statuts des cadres locaux sont fixés par les Chefs de colonie après approbation du Ministre des Colonies. Les cadres locaux français ne comportent que des grades inférieurs à ceux du cadre général.

ART. 7. — Sous réserve des attributions générales dévolues aux fonctionnaires de l'ordre administratif et des dispositions des articles 1^{er} et 4, le personnel objet du présent décret est placé, tant au Département que dans chaque colonie, sous l'autorité d'un chef de service technique choisi, en principe, parmi les Ingénieurs du cadre général.

TITRE II

PERSONNEL DU CADRE GÉNÉRAL — COMPOSITION — AFFECTATION — EFFECTIFS — SOLDES

ART. 8. — Les Ingénieurs du cadre général appartiennent à deux groupes :

Les Ingénieurs coloniaux proprement dits, tributaires de la Caisse intercoloniale des retraites;

Les Ingénieurs détachés des cadres métropolitains en service temporaire dans le cadre général.

ART. 9 (Cf. décret du 11 juillet 1945). — Les Ingénieurs du cadre général sont spécialisés soit au Service des Travaux publics, soit au Service des Mines, soit au Service des Techniques industrielles.

Cette spécialisation est constatée par l'arrêté du Ministre des Colonies qui prononce leur nomination ou leur détachement dans le cadre général.

Ces ingénieurs concourent à l'avancement par spécialité.

Ils peuvent, au cours de leur carrière, s'ils en font la demande, et si l'Administration le juge utile, être versés par l'arrêté du Ministre des Colonies, dans une spécialité différente de leur spécialité initiale, après avis favorable de la Commission d'avancement ou du jury de concours compétent pour la spécialité demandée.

ART. 10. — Les Ingénieurs du cadre général peuvent être affectés indifféremment, suivant les besoins, aux différents services permanents, temporaires ou spéciaux visés à l'article premier, ainsi qu'à d'autres services du Département ou des colonies, sauf les

Ingénieurs sujets, protégés ou administrés français qui ne peuvent servir que dans leur Fédération, colonie ou territoire d'origine.

Leur mise à la disposition d'une colonie ou d'une Fédération ainsi que leur affectation à un service du Département sont prononcées par arrêté du Ministre des Colonies sur proposition de l'Inspecteur général des Travaux publics des Colonies.

Les Ingénieurs du cadre général affectés à un service du Département doivent avoir accompli trois ans de services effectifs outre-mer, sauf décision exceptionnelle du Ministre des Colonies motivée par des nécessités impérieuses de service.

ART. 11. — Les grades, classes ainsi que le classement au point de vue des passages et des déplacements des Ingénieurs du cadre général sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES	CLASSES	CATÉGORIES
<i>Hiérarchie des Ingénieurs principaux, Ingénieurs en chef et Ingénieurs généraux (1) a</i>		
Ingénieur général . . .	1 ^{re} classe	1 ^{re} A
Ingénieur général . . .	2 ^e classe	1 ^{re} A
Ingénieur en chef . . .	Hors classe	1 ^{re} A
—	1 ^{re} classe	1 ^{re} B
—	2 ^e classe	1 ^{re} B
Ingénieur principal . . .	1 ^{re} classe { après 3 ans . . . avant 3 ans . . . }	1 ^{re} B
—	2 ^e classe	1 ^{re} B
—	3 ^e classe	1 ^{re} B
—	4 ^e classe { 2 ^e échelon . . . 1 ^{er} échelon . . . }	1 ^{re} B
<i>Hiérarchie des Ingénieurs et Ingénieurs-adjoints (1)</i>		
Ingénieur	Hors classe	1 ^{re} B
—	1 ^{re} classe	1 ^{re} B
—	2 ^e —	1 ^{re} B
—	3 ^e —	1 ^{re} B
—	4 ^e —	1 ^{re} B
Ingénieur-adjoint . . .	1 ^{re} classe	2 ^e (a)
—	2 ^e classe	2 ^e (a)
—	3 ^e classe	2 ^e (a)
—	4 ^e classe	2 ^e (a)
—	Stagiaire	2 ^e (a)

(a) Les Ingénieurs adjoints, bien que compris à la deuxième catégorie voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots; cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

(1) Les Ingénieurs du cadre général portent comme titre l'indication de leur grade suivi de la désignation de leur spécialité; exemple: Ingénieur en chef des Travaux publics des colonies, Ingénieur principal des Techniques industrielles des colonies, Ingénieur adjoint des Mines des colonies.

Un certain nombre d'Ingénieurs principaux, dans la limite du huitième de l'effectif de ces Ingénieurs, peuvent être nommés hors classe. Ils sont classés à la première catégorie B.

ART. 12 (Cf. décret du 11 juillet 1945). — Des arrêtés du Ministre des Colonies fixent, chaque année, par colonie, par spécialité et par grade, le tableau des emplois susceptibles d'être normalement attribués aux Ingénieurs du cadre général, ainsi que le tableau des effectifs maxima du personnel, compte tenu du personnel en congé et des nécessités de recrutement.

Dans la marge comprise entre, d'une part, l'effectif maximum fixé par le second tableau et, d'autre part, le nombre des Ingénieurs du cadre général mis effectivement à sa disposition, augmenté, le cas échéant, du nombre des Ingénieurs des cadres locaux et auxiliaires occupant transitoirement des emplois normalement attribués aux Ingénieurs du cadre général, le Chef de colonie peut procéder au recrutement d'Ingénieurs indigènes ou faire procéder, conformément aux dispositions de l'article 6, au recrutement de contractuels.

Le nombre des emplois comportant le grade d'Ingénieur général est fixé, conformément aux dispositions de l'article 4; toutefois, il ne peut dépasser le chiffre de cinq unités. Le nombre des emplois d'Ingénieurs en chef ne peut dépasser le tiers du nombre des emplois d'Ingénieurs principaux. Les emplois de ces grades dans les services du Département n'entrent pas en ligne de compte dans les nombres et proportions ci-dessus.

ART. 13 (Cf. décret du 11 juillet 1945). — Les soldes de présence et les accessoires de solde, y compris les prestations en nature, des Ingénieurs du cadre général sont fixés par les règlements en vigueur; toutefois, les indemnités de fonctions techniques prévues par l'arrêté du 21 janvier 1944 ne peuvent se cumuler avec les allocations prévues par l'article 3 du décret du 29 novembre 1943.

La solde de base des Ingénieurs principaux hors classe est égale à celle des Ingénieurs en chef de 2^e classe.

A certains postes tenus aux colonies par les Ingénieurs du cadre général peut être attachée une indemnité de poste déterminée en fonction de l'importance ou des difficultés spéciales des travaux ou de la responsabilité particulière que comporte le poste.

Cette indemnité est imputée au budget de la colonie, son montant en est fixé par les Chefs de colonie, après approbation par le Ministre des Colonies.

La solde des Ingénieurs généraux de 1^{re} classe est exclusive des indemnités de direction et de poste, ces hauts fonctionnaires pouvant, toutefois, percevoir aux colonies des frais de représentation en fonction de leurs charges, prérogatives ou responsabilité; la situation des intéressés ne pourra cependant être inférieure à celle qu'ils avaient en qualité d'Ingénieurs généraux de 2^e classe.

Les sujets protégés ou administrés français admis dans le cadre général perçoivent les accessoires de solde dans les conditions et suivant les modalités applicables aux sujets protégés ou administrés français, servant dans les cadres locaux administratifs français de leur Fédération, colonie ou territoire d'origine.

TITRE III

PERSONNEL DU CADRE GÉNÉRAL — RECRUTEMENT

STAGES — TITULARISATION

ART. 14. — L'admission dans la hiérarchie des In-

génieurs et Ingénieurs adjoints du cadre général a lieu dans les conditions définies aux articles 15 à 19 ci-après.

L'accès à la hiérarchie des Ingénieurs principaux, Ingénieurs en chef et Ingénieurs généraux a lieu dans les conditions définies à l'article 21 ci-après.

ART. 15. — Pour être admis dans la hiérarchie des Ingénieurs et Ingénieurs adjoints du cadre général, les candidats doivent remplir les conditions générales fixées pour l'accès aux emplois publics coloniaux; ils doivent en outre :

Etre âgés de moins de 30 ans. Cette limite sera reculée d'autant d'années que les candidats comptent d'années de services militaires ou de services civils admissibles pour une pension de retraite dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928, portant création de la Caisse intercoloniale des retraites. Toutefois, le bénéfice de ces dispositions ne pourra permettre à un candidat d'entrer dans le cadre s'il a dépassé l'âge de 40 ans au 1^{er} janvier de l'année en cours.

ART. 16 (complété et modifié par le décret du 11 juillet 1945). — Le recrutement s'effectue :

A. — Au concours direct.

Pour être admis à subir les épreuves d'admissibilité, les candidats doivent être âgés de 18 ans au moins et 28 ans au plus le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le concours.

Cette dernière limite peut être reculée d'autant d'années que le candidat compte de services militaires obligatoires et de services civils admissibles pour une pension de retraite dans les conditions prévues à l'article 9 du règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928.

B. — Sur titres.

1^o — Parmi les Ingénieurs diplômés de l'Ecole Polytechnique, titulaires en outre du diplôme d'Ingénieur d'une des écoles visées au paragraphe 3^o ci-après :

2^o — Parmi les Ingénieurs diplômés de l'Ecole Polytechnique ayant en outre été officiers ou anciens officiers de l'armée active du Génie ou de l'Artillerie coloniale, ayant servi pendant deux ans, au moins, soit en cette qualité, dans une chefferie du génie ou une direction d'artillerie coloniale, soit en position hors cadres dans un service des Travaux publics; des Mines ou des Techniques industrielles des colonies et ayant quitté l'armée depuis moins de cinq ans, ainsi que parmi :

Les docteurs ès sciences;

Les ingénieurs docteurs;

3^o — Parmi les Ingénieurs diplômés des écoles suivantes :

Ecole nationale des Ponts-et-Chaussées;

Ecoles nationales supérieures des Mines de Paris et de Saint-Etienne;

Ecole centrale des Arts et Manufactures (cent premiers de chaque promotion);

Ecole des Industries navales (première moitié de chaque promotion);

Ecole nationale supérieure de l'Aéronautique (première moitié de chaque promotion);

Ecole nationale du Génie rural (première moitié de l'effectif civil de chaque promotion);

Ecole de Physique et de Chimie industrielles de la Ville de Paris (première moitié des promotions de la spécialité demandée);

Ecole supérieure d'Electricité (première moitié de chaque promotion);

4^o — Parmi les Ingénieurs diplômés des écoles suivantes :

Ecole supérieure de la Métallurgie et des Mines de Nancy (première moitié des promotions de la spécialité demandée);

Ecole spéciale des Travaux publics, du Bâtiment et de l'Industrie (premier tiers des promotions de la spécialité demandée);

Ecole centrale lyonnaise (premier quart des promotions de la spécialité demandée);

Ecole nationale technique de Strasbourg (premier quart des promotions de la spécialité demandée);

Ecole d'Ingénieurs de Marseille (premier quart de chaque promotion);

Ecole technique des Mines d'Alès et de Douai (cinq premiers de chaque promotion);

5^o — Ainsi que parmi les ingénieurs d'université (deux premiers de chaque promotion);

Les licenciés ès sciences, titulaires des certificats de chimie générale et de chimie appliquée;

Les ingénieurs-chimistes diplômés d'un institut de chimie, annexe d'une faculté des Sciences;

Les titulaires du diplôme mention « chimie » délivré par le conservatoire des Arts et Métiers;

Les cinq premiers de chaque promotion de l'Ecole technique des Mines d'Alès et de Douai, des Ecoles nationales des Arts et Métiers d'Aix-en-Provence, Angers, Châlons, Cluny, Lille et Paris, et des écoles libres d'Arts et Métiers de Lille et de Reims;

Les deux premiers de chaque promotion de l'Ecole supérieure des textiles, de l'Ecole française de tannerie, de l'Institut polytechnique de l'Ouest, de l'Institut industriel du Nord de la France et de l'Institut technique roubaisien.

C. — Au concours professionnel

Ce concours est réservé aux adjoints techniques du cadre métropolitain des Ponts-et-Chaussées et des Mines, aux agents assimilés appartenant à un cadre relevant du Ministère de la Production industrielle, aux fonctionnaires et agents du grade d'adjoint technique ou d'un grade et de fonctions techniques similaires des cadres locaux des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des colonies, de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, des territoires sous mandat du Levant, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents similaires d'un grade équivalent à celui d'adjoint technique des Ponts-et-Chaussées ou des Mines appartenant aux administrations publiques départementales ou communales (Service vicinal, génie rural, Ville de Paris, etc.) dont les services conduisent à pension, sous condition d'accord entre leur administration d'origine et la Caisse intercoloniale des retraites, pour le maintien de leurs droits antérieurs et la répartition des charges de la pension.

Pour être admis à subir les épreuves d'admissibilité, les candidats doivent être âgés de 30 ans révolus, le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le concours. Ils doivent réunir au moins six ans de service dans les cadres indiqués ci-dessus ou comme contractuels assimilés.

Les candidats doivent, en outre, totaliser à la date précitée un certain nombre d'années de services militaires obligatoires et de services civils admissibles pour une pension de retraite, dans les conditions prévues par l'article 9 du règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928.

Ce nombre d'années de services militaires et civils doit être :

a) Au moins égal au nombre d'années que les candidats comptent au-dessus de 30 ans, s'ils servent dans une administration dont les services sont pris en compte par la Caisse intercoloniale des retraites ou par une Caisse de retraites qui admet avec la Caisse intercoloniale des Retraites la réciprocité prévue au règlement précité, ou enfin validables à la Caisse intercoloniale des retraites;

b) Au moins égal au nombre d'années que les candidats comptent au-dessus de 28 ans, s'ils ont cessé de servir dans l'Administration où ils avaient acquis des droits à pension, tels qu'ils sont définis ci-dessus.

ART. 17 (*Cf. décret du 11 juillet 1945*). — Les candidats recrutés au concours direct ou sur titre sont astreints avant leur intégration définitive dans le cadre général à un stage d'une durée maximum de trois années. Leur admission en qualité de stagiaires est prononcée par arrêté du Ministre des Colonies qui désigne la colonie d'affectation. Le point de départ du stage et la date de prise en solde des intéressés feront l'objet d'un certificat délivré par l'Inspecteur général des Travaux publics des colonies.

Le stage s'effectue, en deux parties, en principe :

La première partie dans la métropole avant l'embarquement colonial aux fins de donner aux stagiaires, soit un enseignement précolonial dans un établissement organisé à cet effet suivant les directives du Ministère des Colonies, soit un complément de formation professionnelle dans un établissement, un service ou une entreprise agréés par le Ministre des Colonies. La première partie du stage est d'une durée d'un an environ;

La deuxième partie du stage s'effectue à la colonie.

La totalité du stage peut, toutefois, s'effectuer entièrement à la colonie.

Au cours de leur premier séjour colonial, après qu'ils ont accompli au moins un an de présence à la colonie, et avant l'expiration d'un délai de trois ans décompté depuis le début du stage, les stagiaires sont l'objet, de la part du Chef de colonie, sur avis motivé du Chef de service intéressé, d'une proposition d'inscription au tableau de nomination prévu à l'article 29 ou d'une proposition de licenciement. Le stagiaire peut, toutefois, être licencié à toute époque du stage, pour insuffisance professionnelle, sur la proposition de l'Inspecteur général des Travaux publics des colonies ou du Chef de colonie suivant que l'intéressé se trouve en France ou à la colonie.

L'inscription au tableau de nomination est faite à

compter de la date de la proposition d'inscription, et au plus tard à l'expiration de la durée maximum du stage.

Le licenciement est prononcé par le Ministre des Colonies. Les stagiaires licenciés à la colonie auront droit au passage de retour dans les conditions prévues à l'article 31 du décret du 3 juillet 1897 et pourront recevoir une indemnité de licenciement dans les conditions prévues à l'article 18 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde.

Les candidats provenant du concours professionnel ne sont pas soumis au stage prévu ci-dessus; ils sont inscrits directement au tableau de nomination prévu à l'article 29, dans l'ordre établi par le jury du concours et à compter de la date à laquelle la liste de classement du concours est publiée au *Journal officiel* de la République française. Ils peuvent toutefois être appelés, s'ils sont en France, et en attendant leur départ colonial, à acquérir un complément de formation professionnelle dans les mêmes conditions que les stagiaires. S'ils n'appartiennent pas à l'administration coloniale, ils sont immédiatement pris en solde, dans les mêmes conditions que les stagiaires, jusqu'à leur intégration définitive et au plus tard jusqu'à leur embarquement pour la colonie.

La solde pendant la durée du stage est fixée par l'article 19 ci-après.

ART. 18 (*Cf. décret du 11 juillet 1945*). — L'intégration définitive des stagiaires dans le cadre général, ainsi que des candidats provenant du concours professionnel est prononcée dans l'ordre du tableau de nomination par arrêté du Ministre des Colonies.

Cette intégration est faite au grade d'ingénieur adjoint de 4^e classe, sauf en ce qui concerne :

- a) Les stagiaires recrutés au titre du B¹ de l'article 16, qui sont nommés ingénieurs de 4^e classe;
- b) Les stagiaires recrutés au titre du B² de l'article 16, qui sont nommés ingénieurs adjoints de 1^{re} classe;
- c) Les stagiaires recrutés au titre du B³ de l'article 16, qui sont nommés ingénieurs adjoints de 2^e classe.

Les stagiaires ayant suivi, en sus la scolarité normale, avant ou après leur recrutement, l'enseignement précolonial visé à l'article 17, les stagiaires et les candidats provenant du concours professionnel ayant suivi avec fruit le stage de formation professionnelle visé à l'article 17, pourront, après avis de la Commission de classement, être nommés à la classe immédiatement supérieure à celle à laquelle ils peuvent prétendre en application des présentes dispositions, ou bénéficier d'une bonification d'ancienneté en vue de l'avancement à la classe supérieure.

Le temps de stage effectué dans la métropole ainsi que le temps de scolarité d'enseignement précolonial suivi avant le recrutement sont pris en compte pour leur durée réelle dans le calcul de l'ancienneté pour l'avancement à la classe supérieure.

Le temps de stage effectué à la colonie n'est pris en compte que pour une durée d'un an dans le calcul de cette ancienneté.

ART. 19. — Pendant toute la durée du stage et jusqu'à leur intégration définitive, les stagiaires perçoivent, sur le budget de la colonie à laquelle ils ont été affectés, la solde et les accessoires de solde afférents

au grade avec lequel ils seront intégrés définitivement dans le cadre général.

Toutefois, les stagiaires ne jouiront pas de la solde résultant du surclassement pour enseignement précolonial ou complément de formation professionnel prévu à l'article ci-dessus.

ART. 20. — Les candidats provenant du concours professionnel et appartenant déjà à un cadre colonial conserveront, s'il y a lieu, à titre personnel, après leur intégration définitive dans le cadre général, le bénéfice de la solde dont ils jouissaient dans le cadre colonial dont ils proviennent, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement dans le cadre général, une solde supérieure.

ART. 21. — Indépendamment du recrutement prévu, par ailleurs, par apport d'éléments des cadres métropolitains, l'accès à la hiérarchie des Ingénieurs principaux, Ingénieurs en chef et Ingénieurs généraux est réservé, par voie de concours, aux Ingénieurs et Ingénieurs adjoints du cadre général ainsi qu'aux agents contractuels assimilés.

La liste des candidats admis à se présenter est arrêtée par le Ministre des Colonies après que les intéressés ont été mis en mesure de faire connaître qu'ils désirent, effectivement, se présenter audit concours.

Cette liste comprend deux parties :

Ne pourront être inscrits sur la première partie de ladite liste que les Ingénieurs ou agents contractuels assimilés, du grade d'ingénieur adjoint de 3^e cl., au moins, âgés de moins de 42 ans au 1^{er} janvier de l'année du concours et comptant, au moins, six années de service dans le cadre général ou comme agents contractuels assimilés, dont trois ans de service outre-mer.

Ne pourront être inscrits sur la deuxième partie de la liste susvisée que les Ingénieurs de 1^{re} classe et les Ingénieurs hors classe comptant au moins quinze ans de service dans le cadre général ou comme agents contractuels assimilés, dont huit ans de service outre-mer.

Le programme du concours comporte :

a) Pour les candidats inscrits sur la première partie de la liste, des épreuves d'un niveau équivalent à celui de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'Ingénieurs des Ponts-et-Chaussées;

b) Pour les candidats inscrits sur la deuxième partie de la liste :

D'une part, l'établissement d'un travail personnel portant sur un sujet technique, choisi par le candidat, et soumis, six mois avant la date du concours, à l'agrément du jury du concours qui devra notifier à l'intéressé, dans un délai d'un mois, si le sujet qu'il présente est admis ou non. Le candidat pourra soumettre plusieurs sujets à la décision du jury. Le travail correspondant au sujet agréé devra être présenté au jury un mois avant la date fixée pour le concours;

D'autre part, des interrogations orales portant sur le travail ainsi établi, la pratique du service, le droit administratif et une matière technique, aux choix de l'intéressé, comprise parmi celles qui auront été énumérées dans l'arrêté du Ministre des Colonies, prévu à l'article 22 ci-après, fixant, dans le détail, les conditions du concours.

Le fait d'avoir été inscrit sur la première partie de la liste d'admission au concours ne fait pas obstacle à ce que l'intéressé puisse être inscrit sur la deuxième partie de cette liste. Toutefois, aucun candidat ne pourra être inscrit plus de trois fois sur la liste des candidats admis à se présenter, aucune discrimination n'étant faite, à cet égard, entre la première ou la deuxième partie de ladite liste.

Le jury du concours, en ce qui concerne la spécialité des Travaux publics, sera constitué, en majorité, par des Ingénieurs ou des Ingénieurs en chef des Ponts-et-Chaussées et présidé par un Inspecteur général des Ponts-et-Chaussées, désigné par un arrêté commun du Ministre des Colonies et du Ministre des Travaux publics et des Transports. Des dispositions analogues seront appliquées pour la constitution des jurys des concours de la spécialité des Mines et de celle des Techniques industrielles.

Les candidats inscrits sur la première partie de la liste du concours, nommés Ingénieurs principaux à la suite des épreuves de ce concours, débutent dans la hiérarchie des Ingénieurs principaux, Ingénieurs en chef et Ingénieurs généraux, suivant le cas, soit au premier échelon de la 4^e classe du grade d'Ingénieur principal, soit à une classe d'Ingénieur principal comportant un traitement de grade égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur ancien grade.

Les candidats, inscrits sur la deuxième partie de la liste du concours, nommés Ingénieurs principaux à la suite des épreuves de ce concours, débutent, dans la hiérarchie des Ingénieurs principaux, Ingénieurs en chef et Ingénieurs généraux, au grade d'Ingénieur principal de 4^e classe, 1^{er} échelon. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de la solde de leur ancien grade jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, une solde supérieure.

ART. 22. — Les conditions et programmes des concours, prévus au présent décret, sont fixés par arrêtés du Ministre des Colonies publiés au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de chaque colonie et au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies. La date des épreuves et le nombre de places mises au concours sont annoncés au moins huit mois à l'avance, par insertion au *Journal officiel* de la République française. Cette insertion est également faite au *Journal officiel* de chaque colonie.

Nul ne peut être admis s'il ne réunit le nombre minimum de points qui est fixé dans les arrêtés prévus ci-dessus.

TITRE IV

INGÉNIEURS PROVENANT DES CADRES MÉTROPOLITAINS

ART. 23 (complété par le décret du 11 juillet 1945).

— Les Ingénieurs détachés des cadres métropolitains proviennent, dans les conditions prévues par les règlements en vigueur, des différents corps et cadres techniques des Administrations métropolitaines de la Production industrielle, des Manufactures de l'Etat, des Communications, de la Marine, de l'Aviation (Infrastructure ou Aéronautique) et du Génie rural.

Ces fonctionnaires sont classés dans le cadre général par arrêté du Ministre des Colonies conformément au tableau suivant :

GRADE ET CLASSE DANS LE CADRE GÉNÉRAL	GRADES, CLASSES ET DEGRÉS DANS LES CADRES MÉTROPOLITAINS
<i>Hiérarchie des Ingénieurs principaux, Ingénieurs en chef et Ingénieurs généraux</i>	
Ingénieur général de 1 ^{re} cl.	Inspecteur général de 1 ^{re} cl. des Ponts-et-Chaussées, ou assimilés (1)
Ingénieur général de 2 ^e cl.	Inspecteur général de 2 ^e cl. des Ponts-et-Chaussées ou assimilés (1)
Ingénieur en chef hors cl.	Ingénieur en chef hors classe des Ponts-et-Chaussées ou assimilés (1)
Ingénieur en chef de 1 ^{re} cl.	Ingénieur en chef de 1 ^{re} cl. des Ponts-et-Chaussées ou assimilés (1)
Ingénieur en chef de 2 ^e cl.	Ingénieur en chef de 2 ^e cl. des Ponts-et-Chaussées ou assimilés (1)
Ingénieur principal de 1 ^{re} cl.	Ingénieur ordinaire de 1 ^{re} cl. des Ponts-et-Chaussées ou assimilés (1)
Après 3 ans.	Après 3 ans.
Avant 3 ans.	Avant 3 ans.
Ingénieur principal de 2 ^e cl.	Ingénieur ordinaire de 2 ^e cl. des Ponts-et-Chaussées ou assimilés (1)
Ingénieur principal de 3 ^e cl.	Ingénieur ordinaire de 3 ^e cl. des Ponts-et-Chaussées (ayant plus de 4 ans de grade) ou assimilés (1)
Ingénieur principal de 4 ^e cl. (2 ^e échelon) .	Ingénieur ordinaire de 3 ^e cl. des Ponts-et-Chaussées (ayant plus de 2 ans de grade) ou assimilés (1)
Ingénieur principal de 4 ^e cl. (1 ^{er} échelon)	Ingénieur ordinaire de 3 ^e cl. des Ponts-et-Chaussées (ayant moins de 2 ans de grade) ou assimilés (1)
<i>Hiérarchie des Ingénieurs et Ingénieurs adjoints</i>	
Ingénieur hors classe	Ingénieur T. P. E. de classe exceptionnelle ou assimilé (1)
Ingénieur de 1 ^{re} classe	Ingénieur T. P. E. de 1 ^{re} classe ou assimilés (1)
Ingénieur de 2 ^e classe	Ingénieur T. P. E. de 2 ^e classe ou assimilés (1)
Ingénieur de 3 ^e classe	Ingénieur T. P. E. de 3 ^e classe ou assimilés (1)
Ingénieur de 4 ^e classe	Ingénieur T. P. E. de 4 ^e classe ou assimilés (1)
Ingénieur adjoint de 1 ^{re} cl.	Ingénieur adjoint T. P. E. de 1 ^{re} classe ou assimilés (1)
Ingénieur adjoint de 2 ^e cl.	Ingénieur adjoint T. P. E. de 2 ^e classe ou assimilés (1)
Ingénieur adjoint de 3 ^e cl.	Ingénieur adjoint T. P. E. de 3 ^e classe ou assimilés (1)
Ingénieur adjoint de 4 ^e cl.	Ingénieur adjoint T. P. E. de 4 ^e classe ou assimilés (1)

(1) En cas de difficultés dans l'appréciation de l'assimilation, celle-ci sera déterminée sur avis de la Commission d'avancement.

Il leur est attribué dans la classe et l'échelon dont ils bénéficient, l'ancienneté qu'ils avaient dans la classe, l'échelon ou le degré correspondant de leur cadre d'origine.

Le grade, la classe et l'échelon attribués ne pourront être inférieurs à ceux dont l'intéressé aurait bénéficié, le cas échéant, au cours d'une période antérieure de service dans le cadre général.

Les Ingénieurs métropolitains ne peuvent toutefois être directement classés en application du tableau ci-dessus en qualité d'Ingénieur général que s'ils remplissent les conditions de service outre-mer prévues à l'article 33.

ART. 24. — Si, par voie d'avancement ou de reclassement dans leur cadre d'origine ou par voie d'examen, des Ingénieurs métropolitains viennent à remplir les conditions qui leur permettraient d'être classés dans le cadre général par application du tableau de l'article 23 ci-dessus, avec un grade ou une classe supérieure, ils font l'objet d'une proposition d'inscription au tableau d'avancement dans les conditions prévues au présent décret, en vue de leur promotion à ce grade ou à cette classe, quelle que soit leur ancienneté dans l'échelon qu'ils occupent.

Toutefois, s'ils viennent à remplir, au cours de leurs deux premières années de service dans le cadre général, les conditions qui leur permettraient d'être classés dans ce cadre par application du tableau de l'article 23 ci-dessus, avec un grade ou une classe supérieure, ils sont reclassés à ce grade ou à cette classe, après avis favorable de la Commission d'avancement, à compter de la date où ils ont rempli ces conditions, et sans qu'il soit exigé d'eux les conditions de séjour outre-mer prévues à l'article 33.

Lorsqu'un Ingénieur ordinaire des Ponts-et-Chaussées de 3^e classe ou assimilé passe dans son cadre d'origine d'un des degrés prévus par l'article 23 au degré supérieur sans changement de grade ou de classe dans ce cadre, il est reclassé dans le cadre général suivant la correspondance établie par le tableau dudit article et à compter de la date où il a changé de degré dans son cadre d'origine.

ART. 25. — Le nombre des Ingénieurs ordinaires des Ponts-et-Chaussées classés directement Ingénieurs principaux du cadre général à une classe supérieure à la 4^e classe ne pourra excéder le dixième de l'effectif réglementaire des Ingénieurs principaux.

Le nombre des Ingénieurs en chef des Ponts-et-Chaussées classés directement dans le cadre général au grade d'Ingénieur en chef ne pourra excéder le dixième de l'effectif réglementaire des Ingénieurs en chef.

ART. 26 (C). décret du 11 juillet 1945). — Les Ingénieurs métropolitains en service dans le cadre général pourront être nommés définitivement dans ce cadre s'ils font simultanément une demande de démission de leur cadre d'origine et d'entrée dans le cadre général. Leur demande de démission devra être adressée au Ministère des Colonies qui la transmettra au Département dont relève le cadre d'origine de l'in-

teressé accompagnée de l'avis, soit du Chef de colonie, pour ceux en service aux colonies, soit de l'Inspecteur général des Travaux publics des colonies pour ceux en service dans la métropole.

Au moment de leur nomination dans le cadre général, ils ne devront pas compter plus de quinze ans de services effectifs dans le cadre général, ni plus de 45 ans d'âge.

Leur intégration définitive est prononcée par arrêté du Ministre des Colonies après accord avec le Ministre dont ils relèvent. Elle est faite à compter de la date de cet accord.

Les Ingénieurs ainsi nommés gardent le grade, la classe et l'ancienneté qu'ils avaient dans le cadre général à la date de leur intégration.

ART. 27. — Indépendamment des dispositions générales concernant les fonctionnaires détachés, les Ingénieurs métropolitains en service dans le cadre général sont remis à la disposition de leurs corps d'origine :

1^o — Sur leur demande :

Pour raison de santé dûment justifiée ;

Quand ils ont atteint la limite d'âge du cadre général ;

2^o — D'office :

a) Pour inaptitude physique au service colonial dûment constatée ;

b) Par mesure disciplinaire, si le Conseil de discipline du cadre général les a proposés pour la rétrogradation ou la révocation.

TITRE V

DISPOSITIONS COMMUNES AUX INGÉNIEURS COLONIAUX DU CADRE GÉNÉRAL ET AUX INGÉNIEURS MÉTROPOLITAINS EN SERVICE DANS CE CADRE

1^o — Règles de nomination

ART. 28 (décret du 11 juillet 1945). — Le Ministre des Colonies fixe périodiquement, compte tenu de la situation des effectifs :

a) Le nombre de places des stagiaires mises au concours direct et celles affectées en vue des nominations sur titres ; le nombre de places d'Ingénieurs adjoints réservées en vue du recrutement par concours d'ordre professionnel ;

b) Le nombre de places d'Ingénieurs principaux mises au concours. Le nombre de celles mises au concours, au titre de la première partie de la liste du concours, est, en principe, le double de celui des places-mises au concours au titre de la deuxième partie de la liste. Toutefois, et compte tenu de la valeur des résultats de l'ensemble des épreuves, le jury du concours peut proposer au Ministre des Colonies de modifier le nombre des places ainsi affectées en principe ;

c) Le nombre de places d'Ingénieurs adjoints, d'Ingénieurs, d'Ingénieurs principaux et d'Ingénieurs en chef affectées au recrutement des Ingénieurs des corps métropolitains énumérés à l'article 23 ;

d) Le nombre d'Ingénieurs élèves des Ponts-et-Chaussées ou des Mines astreints à signer l'engage-

ment prévu par les décrets des 9 mai et 29 décembre 1920 à leur sortie de l'Ecole polytechnique; ce nombre est fixé après accord avec le Ministre dont relèvent les intéressés.

La détermination du nombre de places envisagées aux paragraphes *b*), *c*) et *d*) ci-dessus sera faite de façon que, dans la spécialité des Travaux publics, le nombre des Ingénieurs de chacune des deux catégories suivantes : Ingénieurs originaux du corps des Ponts-et-Chaussées, d'une part, Ingénieurs d'autre origine, d'autre part, ne descende pas au-dessous du tiers de l'effectif total des Ingénieurs principaux, Ingénieurs en chef et Ingénieurs généraux en service dans la spécialité Travaux publics.

ART. 29. — Il est institué un tableau comportant trois parties : Travaux publics, Mines, Techniques industrielles, en vue de la nomination aux grades d'Ingénieur et d'Ingénieur adjoint auxquels sont inscrits :

1^o — Les stagiaires ayant satisfait au stage à la colonie;

2^o — Les candidats classés à la suite du concours professionnel;

3^o — Les Ingénieurs et Ingénieurs adjoints des Travaux publics de l'Etat et les Ingénieurs assimilés provenant des corps métropolitains énumérés à l'article 23.

L'inscription des Ingénieurs et Ingénieurs adjoints des Travaux publics de l'Etat et les Ingénieurs assimilés provenant des corps métropolitains énumérés à l'article 23 ne peut intervenir qu'après accord avec les Ministres intéressés. Cette inscription est faite à compter de la date de cet accord.

Dans le cas où plusieurs inscriptions seraient proposées à une même date, la priorité est donnée :

D'abord aux stagiaires, ensuite aux candidats classés au concours professionnel;

Parmi les stagiaires, elle est donnée à ceux issus du concours direct et dans l'ordre de la liste établie par le jury du concours, parmi ceux des stagiaires qui ont été recrutés sur titres, elle est donnée dans l'ordre d'énumération des écoles établi à l'article 16, et parmi ceux qui sont issus d'une même école, elle est donnée dans l'ordre des années de promotion et du rang de sortie de l'école.

ART. 30 (décret du 11 juillet 1945). — Il est institué, également, un tableau comportant trois parties : Travaux publics, Mines, Techniques industrielles, en vue de la nomination au grade d'Ingénieur principal, auquel sont inscrits les Ingénieurs et Ingénieurs adjoints du cadre général et les agents contractuels assimilés, admissibles au grade d'Ingénieur principal à la suite des concours ouverts à cet effet et les Ingénieurs des corps métropolitains énumérés à l'article 23, à classer en qualité d'Ingénieur principal.

L'inscription est faite pour les premiers, dans l'ordre de la liste établie par le jury du concours et dans laquelle figurent, en tête, les Ingénieurs qui étaient inscrits dans la première partie de la liste du concours, puis ceux qui étaient inscrits dans la deuxième partie de la liste susvisée. Pour les uns, comme

pour les autres, l'inscription est faite à compter de la date du procès-verbal de clôture des travaux du jury. Pour les Ingénieurs des corps métropolitains, l'inscription ne peut intervenir qu'après accord avec les Ministres intéressés; elle est faite à compter de la date de cet accord. Dans le cas où cette date serait la même, que celle d'inscription des Ingénieurs issus du concours, la priorité d'inscription est donnée à ces derniers dans les conditions déjà précitées ci-dessus.

ART. 31. — Les nominations (ou le classement pour les Ingénieurs métropolitains) ont lieu dans l'ordre des tableaux de nomination visés ci-dessus; toutefois, en vue d'une affectation correspondant à une technicité spéciale, il ne peut être dérogé à l'ordre des tableaux par la nomination de l'Ingénieur compétent, après avis de la Commission d'avancement; l'arrêté de nomination doit, dans ce cas, spécifier le motif de cette dérogation.

Si un Ingénieur préfère abandonner son tour pour obtenir une autre affectation que celle qui correspondrait à sa nomination et si le Ministre des Colonies en décide ainsi, il perd ce tour pour la nomination correspondante et c'est l'Ingénieur suivant qui est appelé à prendre sa place. Au cas où tous les Ingénieurs qui précèdent abandonnent leur tour, le dernier est nommé d'office.

Au cas de décès ou de radiation pour une cause quelconque d'un des Ingénieurs inscrits au tableau, l'ordre relatif des inscriptions n'est pas modifié.

2^o — Règles d'avancement

ART. 32 (décret du 11 juillet 1945). — Les avancements en classe ou en grade sont conférés par arrêté du Ministre des Colonies, exception faite de la promotion au grade d'Ingénieur général qui est attribuée par décret.

ART. 33 (décret du 11 juillet 1945). — Indépendamment des conditions stipulées à l'article 36 ci-après, ne peuvent bénéficier d'un avancement en grade que les fonctionnaires qui réunissent les deux conditions suivantes :

a) Trois ans de service outre-mer dans le grade immédiatement inférieur;

b) Deux ans d'ancienneté dans la classe la plus élevée du grade immédiatement inférieur;

Exception est faite, pour le premier franchissement de grade, en ce qui concerne les Ingénieurs entrés dans le cadre en qualité :

D'Ingénieur adjoint de 2^e classe ou d'Ingénieur principal de 2^e classe pour lesquels le temps de service outre-mer est réduit à deux ans;

D'Ingénieur adjoint de 1^{re} classe ou d'Ingénieur principal de 1^{re} classe pour lesquels le temps de séjour outre-mer est réduit à un an.

Les missions exécutées dans une autre colonie que celle d'affectation, en France ou à l'étranger, au cours d'un séjour colonial, n'interrompent pas, à ce point de vue, ledit séjour colonial. Toutefois, les missions accomplies en France ne peuvent compter pour une durée supérieure à six mois.

ART. 34 (complété par le décret du 11 juillet 1945). — La Commission d'avancement est ainsi composée :

Président :

L'Inspecteur général des Travaux publics des colonies.

Membres :

Le Directeur du Cabinet du Ministre ou son délégué; le Directeur du Contrôle ou son délégué; le Directeur du Personnel et de la Comptabilité ou son délégué; deux Ingénieurs généraux ou Ingénieurs en chef en activité ou honoraires ou un de ces Ingénieurs et un membre du Comité des Travaux publics des colonies; un représentant du personnel de la spécialité intéressée et appartenant aux catégories ci-après désigné par le Ministre et choisi parmi les plus anciens dans la classe la plus élevée de ceux présents en France au moment des séances de la Commission d'avancement :

a) Un Ingénieur en chef pour les avancements des Ingénieurs en chef;

b) Un Ingénieur principal pour les avancements des Ingénieurs principaux;

c) Un Ingénieur pour les avancements des Ingénieurs;

d) Un Ingénieur adjoint pour les avancements des Ingénieurs adjoints.

Un fonctionnaire de la Direction du Personnel et de la Comptabilité remplit les fonctions de secrétaire.

En cas d'impossibilité de désigner un représentant de la spécialité et de la catégorie déterminée, le fonctionnaire présent le moins ancien de la catégorie immédiatement supérieure ou, à défaut, le plus ancien de la catégorie inférieure représentera cette catégorie.

Lorsqu'il s'agit de l'avancement des Ingénieurs des Techniques industrielles, la Commission est complétée par le Directeur des Affaires économiques ou son délégué.

ART. 35 (décret du 11 juillet 1945). — Les propositions d'avancement sont établies, soit par le Chef de colonie, soit par le Chef de service, suivant que les Ingénieurs sont en service aux colonies ou dans la métropole.

Le nombre des inscriptions au tableau ne peut dépasser les $\frac{3}{2}$ du nombre des vacances à prévoir dans le cours de l'année. Le tableau d'avancement est établi distinctement pour chacune des spécialités des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles.

Les fonctionnaires qui, bien que proposés pour un avancement, n'auraient pas été inscrits au tableau, ne peuvent cesser d'être l'objet de nouvelles propositions que sur rapport motivé des autorités qualifiées pour les proposer.

Dans le cas où il n'aurait pas été possible de promouvoir, avant la fin de l'année, tous les candidats inscrits au tableau, les intéressés conservent le bénéfice de leur inscription et doivent figurer en tête des tableaux de l'année suivante sauf s'ils ont été l'objet

d'une sanction disciplinaire, comportant radiation desdits tableaux.

ART. 36 (modifié et complété par le décret du 11 juillet 1945). — Les avancements en échelon et en classe sont attribués uniquement au choix dans les grades d'Ingénieur principal, d'Ingénieur en chef et d'Ingénieur général; ils sont attribués au choix ou à l'ancienneté dans les grades d'Ingénieur et d'Ingénieur adjoint, sauf pour l'avancement à la hors classe qui est attribué exclusivement au choix.

Le minimum d'ancienneté effective exigé pour les avancements en classe est de deux ans pour un avancement au choix et de quatre ans pour un avancement à l'ancienneté.

En outre, ne peuvent être promus Ingénieur principal hors classe que les Ingénieurs principaux de 1^{re} classe comptant soit cinq ans d'ancienneté dans cette classe, soit 51 ans d'âge et trois ans d'ancienneté dans cette classe.

Peuvent être promus Ingénieurs en chef de 2^e cl. les Ingénieurs principaux de 1^{re} classe et les Ingénieurs principaux hors classe remplissant les conditions imposées par le présent décret pour obtenir un avancement au choix.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus :

Les Ingénieurs principaux de 4^e classe, 1^{er} échelon, sont promus à l'échelon au-dessus dès qu'ils réunissent respectivement trois ans et deux ans d'ancienneté;

La première promotion en classe des Ingénieurs et Ingénieurs adjoints nouvellement recrutés est prononcée dès qu'ils réunissent deux ans d'ancienneté.

ART. 37 (décret du 11 juillet 1945). — Les avancements en classe ou en grade ne sont attribués qu'aux Ingénieurs qui figurent sur un tableau d'avancement établi, par spécialité, par la Commission d'avancement.

Ce tableau, établi avant le 1^{er} janvier de chaque année, comporte les noms des Ingénieurs dont les propositions d'avancement sont retenues par la Commission et qui réunissent les conditions requises pour être promus dans le courant du premier semestre de l'année considérée. Le procès-verbal de la Commission précise le rang d'inscription au tableau des divers candidats ainsi que la date à laquelle elle estime que leur promotion doit intervenir.

Un tableau complémentaire est établi, s'il y a lieu, à la date du 1^{er} juillet suivant.

Les Ingénieurs et les Ingénieurs adjoints qui réunissent les conditions pour obtenir un avancement à l'ancienneté sont obligatoirement inscrits au tableau, sauf au cas où, en raison de leur manière de servir, ils ont été l'objet d'un arrêté du Ministre des Colonies de non-inscription sur ledit tableau.

La Commission d'avancement n'est pas appelée à donner son avis pour les avancements en classe des Ingénieurs généraux. Ces avancements sont accordés par arrêté du Ministre.

ART. 38. — Les Ingénieurs métropolitains en service temporaire dans le cadre général concourent à l'avancement avec les autres Ingénieurs du cadre général.

3^e — Discipline

ART. 39 (*décret du 11 juillet 1945*). — Les mesures disciplinaires pour le personnel appartenant au cadre général sont :

- Le déplacement d'office;
- Le blâme avec inscription au dossier;
- La radiation du tableau d'avancement et le retard dans l'avancement;
- La rétrogradation;
- La révocation avec pension;
- La révocation sans pension;

Le déplacement d'office ou le blâme avec inscription au dossier sont infligés par le Chef de colonie pour les grades inférieurs à celui d'Ingénieur en chef.

Pour le personnel en service dans la métropole et pour les fonctionnaires du grade d'Ingénieur en chef et d'Ingénieur général, ils sont infligés par le Ministre.

La radiation du tableau d'avancement ou des tableaux de nomination, la rétrogradation et la révocation sont prononcées par le Ministre. L'Ingénieur général ne peut être rétrogradé ou révoqué que par décret. Le fonctionnaire rétrogradé prend rang, dans son nouveau grade, pour compter du jour de la décision et ne peut être proposé pour l'avancement qu'après avoir effectué, dans cet emploi, le temps minimum exigé pour être élevé au grade ou à la classe supérieure, sans qu'il puisse être tenu compte du temps qu'il y aurait antérieurement passé.

La radiation du tableau d'avancement ou des tableaux de nomination, la rétrogradation et la révocation ne peuvent être prononcées qu'après avis motivé de l'un des Conseils de discipline, composé comme il est dit ci-après et devant lequel le fonctionnaire incriminé, dûment appelé, aura été mis en mesure de présenter ses moyens de défense, soit verbalement, soit par écrit.

Les fonctionnaires du cadre général sont déférés, par le Chef de la colonie, devant le Conseil siégeant à la colonie, si les faits incriminés se sont passés dans sa colonie et si l'intéressé se trouve dans cette colonie; ils sont déférés par le Chef du département devant le Conseil siégeant à la colonie, si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie d'affectation actuelle et si l'intéressé est en cours de séjour colonial; devant le Conseil siégeant dans la métropole si l'intéressé se trouve dans la métropole, soit que les faits incriminés se soient passés dans la métropole, soit qu'ils aient eu lieu à la colonie, mais, dans ce deuxième cas, à la condition expresse que tous les éléments permettant une entière appréciation de l'affaire puissent être communiqués au Conseil et que le fonctionnaire intéressé dispose lui-même de tous les moyens de défense dont il aurait bénéficié au lieu où se sont produits les faits incriminés.

Le Conseil de discipline est composé comme suit :

1^o — A la colonie, sur la désignation du Chef de colonie :

Président :

Le Secrétaire général de la colonie ou, à défaut, un Chef d'administration ou de service.

Membres :

Un Ingénieur en chef, un Ingénieur principal ou un Ingénieur d'un grade supérieur à celui de l'intéressé, si possible de sa spécialité, ou, à défaut, un fonctionnaire d'un cadre général ayant une solde de présence au moins égale à celle de l'intéressé;

Un Inspecteur des Affaires administratives ou, à défaut, un administrateur colonial de 1^{re} classe;

Un magistrat de l'ordre judiciaire;

Deux représentants du Personnel désignés suivant les règles générales en vigueur.

2^o — Dans la métropole, sur la désignation du Ministre des Colonies :

Président :

L'Inspecteur général des Travaux publics des colonies ou un Directeur du Ministère des Colonies.

Membres :

Un Inspecteur des colonies désigné sur la proposition du Directeur du Contrôle;

Un Sous-Directeur ou un Chef de bureau de la Direction du Personnel;

Un Ingénieur en chef, si possible de la spécialité de l'intéressé;

Un représentant du Personnel désigné suivant les règles générales en vigueur.

Par exception aux dispositions précitées :

a) Les Ingénieurs généraux ainsi que les Ingénieurs en chef remplissant les fonctions de directeur général sont traduits devant un Conseil de discipline composé comme suit :

Président :

Le délégué du Ministre des Colonies, qui a voix prépondérante.

Membres :

Le Président du Comité des Travaux publics des colonies ou un vice-président;

Le Directeur du Cabinet du Ministre ou son délégué;

Le Directeur du Personnel et de la Comptabilité;

Un Inspecteur général des colonies désigné par le Directeur du Contrôle;

Un représentant du Personnel désigné par le Ministre des Colonies suivant les règles générales en vigueur;

b) Les Ingénieurs, Chefs de services dans les colonies groupées en Gouvernement général et dans les colonies non groupées en Gouvernement général, sont traduits devant un Conseil de discipline dont la composition et le lieu de réunion sont fixés respectivement par le Chef de colonie et par le Ministre des Colonies.

Dans le cas où les effectifs d'Ingénieurs dans une colonie ou dans la métropole ne permettraient pas la désignation des représentants du Personnel suivant

les règles générales en vigueur, un tirage au sort sera fait, au moment de la convocation du Conseil de discipline, parmi les fonctionnaires des différents corps d'Ingénieur en mesure d'assister à la séance, d'un grade ou d'une solde au moins égale à celui de l'Ingénieur déféré en Conseil.

ART. 40. — Les Ingénieurs métropolitains en service temporaire dans le cadre général, en instance de Conseil de discipline, ne peuvent être remis à la disposition de leur administration d'origine avant que le Conseil de discipline ait donné son avis.

TITRE VI

POSITIONS, CUMULS, HONORARIAT, RETRAITES

ART. 41 (décret du 11 juillet 1945). — Les fonctionnaires du cadre général et les fonctionnaires métropolitains qui y sont détachés, peuvent, si les convenances du service le permettent, être mis, sur leur demande ou avec leur assentiment, tout en restant dans le cadre, au service des autres services publics, établissements publics et collectivités relevant du Ministère des Colonies.

Les fonctionnaires qui appartiennent au cadre général peuvent, en outre, sur leur demande ou avec leur assentiment, mais dans une proportion qui ne peut excéder 5 % de l'effectif, être mis en position de service détaché ou hors cadre, dans les conditions de l'article 11 du décret du 1^{er} novembre 1928, au service de l'Etat, des départements, des communes, des collectivités, des protectorats et pays sous mandat qui ne dépendent pas du Département des Colonies et, s'ils sont susceptibles de servir l'influence française, au service d'un organisme ou d'un Gouvernement étranger.

Les Ingénieurs du cadre général, appelés à servir dans les chemins de fer non concédés, n'entrent pas dans le calcul de la proportion visée ci-dessus, de 5 %, des fonctionnaires susceptibles d'être mis en service détaché ou hors cadre.

La mise en service détaché est prononcée par arrêté du Ministre pour des périodes de cinq ans au maximum.

Les Ingénieurs détachés ou hors cadre conservent leurs droits à l'avancement.

Les notes signalétiques sont transmises au Gouverneur par le Chef de Service des Travaux publics ou des Mines de la colonie, s'ils sont en résidence aux colonies ou territoires sous mandat, sinon elles sont transmises au Ministre par le Chef du service.

ART. 42 (décret du 11 juillet 1945). — Sous réserve des dispositions relatives aux chefs de famille nombreuse, les Ingénieurs du cadre général, tributaires de la Caisse intercoloniale des retraites, sont rayés du cadre lorsqu'ils ont atteint l'âge de :

55 ans pour les Ingénieurs adjoints, Ingénieurs, Ingénieurs principaux et Ingénieurs en chef de 1^{re} cl. et 2^e classe.

57 ans pour les Ingénieurs en chef hors classe;

59 ans pour les Ingénieurs généraux.

L'honorariat du grade qu'ils possèdent peut être conféré, par décision ministérielle, aux fonctionnaires du cadre général qui quittent le service après quinze ans de services au minimum. Si leurs services antérieurs le justifient, l'honorariat du grade supérieur peut leur être attribué.

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 43 (complété par le décret du 11 juillet 1945).

— Le cadre de l'Inspection générale des Travaux publics des colonies institué par le décret du 27 septembre 1930, est supprimé. Les fonctionnaires appartenant à ce cadre sont, après avis de la Commission d'avancement, versés dans le cadre général des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des colonies à un grade et à une classe correspondant à leur solde dans le cadre de l'Inspection générale des Travaux publics des colonies, ou, à défaut, à la solde immédiatement supérieure, cette correspondance étant faite avec les soldes augmentées des suppléments à caractère de traitement.

Les dispositions ci-dessus ne peuvent, toutefois, avoir pour effet d'attribuer aux fonctionnaires intégrés dans le cadre général, un grade inférieur à celui qu'ils avaient dans le cadre de l'Inspection générale des Travaux publics des colonies. Ceux qui auraient déjà appartenu au cadre général ne pourront se voir attribuer un grade et une classe inférieures à ceux qu'ils possédaient quand ils ont quitté ce cadre et la solde correspondante leur serait conservée en cas de changement de grade.

Les intéressés conserveront, suivant le cas, le bénéfice de tout ou partie de l'ancienneté qu'ils avaient dans la classe du cadre de l'Inspection générale des Travaux publics des colonies, au moment de leur intégration.

Toutefois, en cas d'ancienneté supérieure à celle requise pour un ou deux avancements, ils pourront, sur avis favorable de la Commission d'avancement, être intégrés dans le cadre général, à une ou deux classes (ou échelons suivant le cas), supérieures à celle à laquelle ils auraient dû être normalement intégrés par application des dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article. Il ne leur sera maintenu aucun reliquat d'ancienneté civile.

Ils pourront conserver, sur leur demande, une affectation dans les services métropolitains du Département, mais ils ne pourront recevoir d'avancement en grade que dans les conditions prévues aux articles 33 et 48 sur les séjours outre-mer.

La limite d'âge des fonctionnaires versés dans le cadre général en application des dispositions ci-dessus, telle qu'elle résulte de leur statut antérieur, sera abaissée chaque année d'une année à compter du 1^{er} janvier qui suivra la date de la parution du présent décret, jusqu'à ce que cette limite d'âge soit la même que celle prévue pour le cadre général.

Les dispositions transitoires relatives à la nomination au grade d'Ingénieur principal et à celui d'Ingénieur et d'Ingénieur adjoint, prévues par le décret du

9 mai 1936, modifié par les textes subséquents, pourront, pendant un délai qui prendra fin un an après la date du présent décret, être appliquées au personnel des Services des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des territoires de la France d'outre-mer, dépendant du Ministère des Colonies, et rattaché, avant le 31 décembre 1941, au mouvement de la France Libre, sous réserve que les bénéficiaires aient été effectivement en service, dans ces territoires à la date précitée.

Pourront bénéficier, également, de cette mesure, les fonctionnaires et agents contractuels qui, avant le 31 décembre 1941, ont été frappés par les dispositions des lois d'exceptions édictées par le Gouvernement de fait de Vichy.

Pendant une période qui prendra fin un an après la date légale de cessation des hostilités, pourront, par arrêté du Ministre des Colonies, être nommés, à titre temporaire, Ingénieurs principaux de 4^e classe, 1^{er} échelon, les Ingénieurs du grade d'Ingénieur de 3^e classe au moins ou contractuels assimilés, comptant six ans de services dont trois ans outre-mer et qui auront été l'objet d'une proposition, à ce titre, soit par le Chef de colonie, soit par leur Chef de service suivant que ces Ingénieurs sont en service aux colonies ou dans la métropole.

Pendant la même période de temps pourront être nommés Ingénieurs adjoints de 4^e classe à titre temporaire, les fonctionnaires ou agents des divers cadres coloniaux qui remplissent les conditions pour être admis à subir le concours professionnel visé au paragraphe c) de l'article 16 et qui ont été l'objet d'une proposition à ce titre, soit par le Chef de colonie, soit par leur Chef de service, suivant que ces fonctionnaires ou agents sont en service aux colonies ou dans la métropole.

En ce qui concerne les contractuels assimilés, ils ne pourront bénéficier des diverses mesures ci-dessus que sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'âge imposées pour l'admission dans le cadre général.

Le nombre global des Ingénieurs principaux et Ingénieurs adjoints susceptibles d'être nommés au titre des dispositions susvisées sera fixé, pour la période considérée, par le Ministre des Colonies.

Les Ingénieurs principaux et Ingénieurs adjoints ainsi nommés ne pourront être titularisés qu'après avoir satisfait, au plus tard au cours de la deuxième session des concours d'Ingénieur principal et d'Ingénieur adjoint qui auront lieu après la date légale de cessation des hostilités, aux épreuves d'un examen probatoire dont les conditions seront fixées par arrêtés du Ministre des Colonies. Les conditions et les épreuves de cet examen seront, en ce qui concerne les Ingénieurs principaux, celles du concours d'Ingénieur principal fixées par l'arrêté ministériel du 28 février 1938. Toutefois, les épreuves seront réduites à celles de la 2^e partie dont les épreuves orales seront complétées par des interrogations portant sur les matières de la 1^{re} partie ne figurant pas dans les épreuves de la 2^e partie.

Les conditions et les épreuves d'Ingénieur adjoint seront celles du concours d'ordre professionnel fixées pour l'accession au grade d'Ingénieur adjoint des Travaux publics des colonies par l'arrêté du 15 décembre 1936 limitées aux épreuves d'admission, mais complétées toutefois par un rapport sur une question administrative ou technique.

En qualité d'Ingénieur principal à titre temporaire, ces Ingénieurs pourront bénéficier d'avancements jusqu'à la 3^e classe incluse de ce grade, dans les conditions prévues par le présent décret. Ils pourront, en outre, bénéficier de promotions dans le grade dont ils sont titulaires.

En qualité d'Ingénieur adjoint à titre temporaire, ces Ingénieurs pourront bénéficier d'avancements jusqu'à la 2^e classe incluse de ce grade. Ils pourront, en outre, bénéficier de promotions dans le cadre dont ils proviennent.

Les Ingénieurs principaux et Ingénieurs adjoints, à titre temporaire, conserveront, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de la solde de leur ancien grade, compte tenu des avancements éventuels dans ce grade, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, éventuellement, par avancement dans leur grade à titre temporaire, une solde supérieure.

Si les Ingénieurs principaux et Ingénieurs adjoints visés ci-dessus subissent avec succès l'examen probatoire, ils seront titularisés dans le grade d'Ingénieur principal ou d'Ingénieur adjoint et conserveront, dans leur grade de titularisation, l'ancienneté qu'ils avaient à titre temporaire. Ils pourront, en outre, par application des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 21 du présent décret, être reclassés, compte tenu de la solde dont ils bénéficiaient lors de leur nomination à titre temporaire.

Dans le cas où ils ne seraient pas admis à cet examen probatoire, ils seraient reclassés dans le cadre dont ils proviennent.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux Ingénieurs principaux nommés à titre temporaire, en application du décret du 22 juin 1942.

A titre transitoire, les dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 21 du présent décret sont applicables aux Ingénieurs principaux issus des concours ouverts avant la date du présent décret.

A titre transitoire, les candidats qui ont subi, avec succès, une ou plusieurs parties des épreuves des concours professionnels d'Ingénieur principal ou d'Ingénieur adjoint, depuis l'ouverture des hostilités et antérieurement à la date du présent décret, mais qui n'ont pu terminer lesdites épreuves, pourront, sur avis de la Commission d'avancement, être nommés Ingénieur principal de 4^e classe, 1^{er} échelon, ou d'Ingénieur adjoint de 4^e classe, à titre temporaire. Ils pourront, en outre, sur avis de la Commission d'avancement susvisée, et avec effet rétroactif au jour de leur nomination à titre temporaire, être titularisés après deux ans de services en cette qualité. Ceux qui ne seront pas titularisés seront réintégrés dans leur emploi d'origine.

A titre transitoire, et pendant une période qui prendra fin cinq ans après la date légale de cessation des hostilités, les chimistes contractuels en service à la date du présent décret et les fonctionnaires des divers cadres généraux ou locaux des colonies qui possèdent l'un des titres énumérés à l'article 16 ci-dessus, ou en obtiendront la délivrance au cours de la période susvisée, pourront être nommés dans le cadre général à un grade et à une classe fixés après avis de la Commission d'avancement qui tiendra compte des titres, des diplômes et des services antérieurs des intéressés. Ceux-ci conserveront, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de leur solde jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, une solde supérieure.

ART. 44. — Les adjoints techniques du cadre général en service à la date du 9 mai 1936 sont maintenus dans ce cadre jusqu'à leur disparition par voie d'extinction.

L'adjoint technique, actuellement en service dans le cadre de l'Inspection générale des Travaux publics des colonies est intégré dans l'effectif des adjoints techniques du cadre général.

Ces adjoints techniques sont soumis aux dispositions du statut défini par le présent décret. Leur limite d'âge est fixée à 55 ans.

Les hiérarchies, les soldes et accessoires de solde de ce personnel, sont ceux fixés par les textes en vigueur.

Leurs avancements ne comportent pas d'avancements en grades. Les avancements en échelon ou classes sont attribués au choix et à l'ancienneté dans les mêmes conditions que pour les Ingénieurs adjoints.

Pour l'établissement de la liste de classement la représentation des adjoints techniques à la Commission d'avancement est assurée par le représentant des Ingénieurs adjoints.

Le classement au point de vue des passages et des déplacements des adjoints techniques reste fixé comme suit :

Adjoints techniques principaux, 2^e catégorie ;

Adjoints techniques, 3^e catégorie ;

La solde de chaque adjoint technique sera rajustée pour compter de la date du présent décret par application à cette solde de la même différence que celle constatée sur la solde la plus voisine de la hiérarchie des Ingénieurs et Ingénieurs adjoints, la comparaison des soldes se faisant sur les soldes en vigueur avant le 1^{er} juillet 1943.

ART. 45. — Les Ingénieurs principaux de classe exceptionnelle (1) seront classés pour compter du 1^{er} juillet 1943, en qualité d'Ingénieurs principaux de 1^{re} classe après 3 ans. Ils conserveront, dans cet échelon, une ancienneté égale à celle qu'ils avaient acquise depuis leur nomination au grade d'Ingénieur principal de 1^{re} classe, diminuée de 3 ans. Cette ancienneté sera augmentée du reliquat de services

militaires conservé en qualité d'Ingénieur principal de 1^{re} classe.

Ceux d'entre eux dont l'ancienneté ainsi définie dans l'échelon après trois ans serait à la date du présent décret, égale ou supérieure à deux ans, seront classés Ingénieurs principaux hors classe pour compter de la date du présent décret et conserveront dans cette nouvelle classe, leur ancienneté diminuée de deux ans.

ART. 46. — A titre transitoire pour le personnel en service à la date du 9 mai 1936 :

La limite d'âge pour entrer dans le cadre général à la suite du concours professionnel d'Ingénieur adjoint est reculée jusqu'à 45 ans ;

La limite d'âge pour se présenter au concours d'Ingénieur principal est reculée jusqu'à 45 ans

ART. 47. — A titre transitoire les conditions de séjour outre-mer ne seront pas exigibles pour le premier avancement en grade attribué au personnel en service à la date du présent décret, ni pour la première session des concours ouverts après l'intervention du présent décret.

ART. 48. — A titre transitoire, les Ingénieurs diplômés d'une des écoles énumérées à l'article 17 qui remplissent les conditions de recrutement du présent statut sauf la condition de rang de sortie, pourront être recrutés comme contractuels dans les grades d'Ingénieur et Ingénieur adjoint. Après trois ans de service outre-mer dans des fonctions normalement tenues par des Ingénieurs du cadre général, ils pourront être nommés dans le cadre général sur proposition du Chef de colonie et après avis favorable d'une part, d'une Commission locale présidée par le Chef des Services techniques de la colonie dont la composition sera fixée par arrêté du Chef de colonie et, d'autre part, de la Commission d'avancement prévue à l'article 34.

Le classement dans le cadre général de ces Ingénieurs sera au plus égal à celui d'un Ingénieur de leur promotion qui aurait été recruté dans le cadre au titre des dispositions de l'article 17 et qui réunirait des conditions de services équivalentes.

Ces dispositions pourront également s'appliquer dans les mêmes conditions aux Ingénieurs qui auraient été recrutés dans le cadre général des chemins de fer et tenu pendant trois ans à la colonie des fonctions normalement confiées aux Ingénieurs du cadre général des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des colonies.

Les dispositions du présent article ne seront applicables qu'aux Ingénieurs recrutés avant l'expiration d'un délai de trois ans décompté à partir de la fin des hostilités.

ART. 49. — Les fonctionnaires du cadre local des Travaux publics et des Mines de l'Indochine d'un grade au moins égal à celui d'Ingénieur adjoint ainsi que les fonctionnaires détachés du Ministère de la Production industrielle et des Communications mis à la disposition du Gouverneur général de l'Indochine qui demanderont leur intégration dans le cadre

(1) Du cadre général des T. P. C.

général et dont la candidature aura été retenue, pourront être l'objet, après avis de la Commission d'avancement, d'arrêts individuels de classement dans le cadre général.

ART. 50. — Les fonctionnaires et agents admis dans le cadre général à la faveur des dispositions du décret du 9 mai 1936, qui par voie d'option, ont déclaré vouloir demeurer sous le régime des retraites auquel ils étaient assujettis avant le 1^{er} novembre 1928 conservent, pour la retraite, le bénéfice de la réglementation antérieure.

ART. 51. — Les dispositions du dernier alinéa de l'article 10 ne seront applicables qu'un an après la cessation des hostilités.

ART. 52. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et, notamment, les décrets des 27 septembre 1930 et du 9 mai 1936, ainsi que les textes qui les ont modifiés.

ART. 53 (Cf. décret du 11 juillet 1945). — Le Ministre des Colonies, le Ministre de l'Economie nationale et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

(Validé, modifié et complété par le décret n° 45-1543 du 11 juillet 1945, qui abroge le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des Services des Travaux publics et des Mines des colonies et statut du personnel, et le décret du 14 août 1944 portant création d'un cadre général des Chimistes des colonies « J.O. R.F. du 13 juillet 1945 page 4334 »).

DECRET N° 45-1986 du 1^{er} septembre 1945.

Le Gouvernement Provisoire de la République Française,

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945, portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret validé n° 3162 du 29 novembre 1943, portant classification du personnel du cadre général des Travaux publics et des Mines des colonies dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret validé n° 3162 du 29 novembre 1943, portant classification du personnel du cadre général des Travaux publics et des Mines des colonies dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943, est modifié comme suit :

« Les traitements que comportent les divers emplois visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont fixés ainsi qu'il suit :
« Ingénieur général :

« 1 ^{re} classe	400.000 frs.
« 2 ^e classe	375.000 —
« Ingénieur en chef :	
« Hors classe	315.000 frs.
« 1 ^{re} classe	255.000 —
« 2 ^e classe	225.000 —

« Ingénieur principal :

« 1 ^{re} classe :	
« Après 3 ans	210.000 frs.
« Avant 3 ans	195.000 —
« 2 ^e classe	180.000 —
« 3 ^e classe	165.000 —
« 4 ^e classe, 2 ^e échelon	144.000 —
« 4 ^e classe, 1 ^{er} échelon	132.000 —

« Ingénieur :

« Hors classe	168.000 —
« 1 ^{re} classe	150.000 —
« 2 ^e classe	135.000 —
« 3 ^e classe	120.000 —
« 4 ^e classe	105.000 —

« Ingénieur adjoint :

« 1 ^{re} classe	93.000 —
« 2 ^e classe	84.000 —
« 3 ^e classe	75.000 —
« 4 ^e classe	66.000 —
« Ingénieur adjoint stagiaire	54.000 —

ART. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux ingénieurs énumérés ci-dessus que dans les conditions limites fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945.

ART. 3. — Les nouveaux traitements sont attribués aux intéressés suivant leurs classes respectives.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement, et l'ancienneté des ingénieurs dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret s'appliquent exclusivement aux ingénieurs en position de service dans la métropole.

Le décret du 11 juillet 1945 détermine les modalités de revision des traitements des ingénieurs ne se trouvant pas dans cette position.

ART. 5. — Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1^{er} février 1945.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1945.

C. DE GAULLE

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN

DECRET N° 45-1987 du 1^{er} septembre 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République Française,

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945, portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'ordonnance n° 45-1530 du 11 juillet 1945, relative à la révision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des colonies;

Vu le décret validé n° 3162 du 29 novembre 1943, portant classification du personnel du cadre général des Travaux publics et des Mines des colonies dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943;

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945, concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du Ministère des Colonies;

Sur la proposition du Ministre des Colonies et l'avis du Ministre des Finances;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret validé n° 3162 du 29 novembre 1943, portant classification du personnel du cadre général des Travaux publics et des Mines des colonies dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943, est modifié comme suit :

« Le complément de solde, soumis aux retenues pour pension, attribué aux ingénieurs du cadre général des Travaux publics et des Mines des colonies, par les décrets des 22 avril 1928 et 11 septembre 1931, a le caractère de supplément de traitement et suit le sort de la rémunération principale, notamment en ce qui concerne l'application de la majoration coloniale prévue par le décret du 11 juillet 1945 ».

Les taux en sont fixés comme suit :

« Ingénieurs généraux	50.000 frs.
« Ingénieurs en chef	60.000 —
« Ingénieurs principaux	45.000 —
« Ingénieurs et ingénieurs adjoints	30.000 —

ART. 2. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1^{er} février 1945, en ce qui concerne le personnel en position de service dans la métropole et à compter du 15 avril 1945, en ce qui concerne le personnel ne se trouvant pas dans cette position.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1945.

C. DE GAULLE

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI

Signalisation maritime

ARRETE N° 653/CAB. du 19 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 3330/AP. du 31 octobre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance n° 45-2.122 du 15 septembre 1945 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

EXPOSE DES MOTIFS

Les Services chargés de la signalisation maritime dans les Colonies n'ont actuellement aucun rapport direct avec le Service métropolitain correspondant.

Il y a cependant intérêt à utiliser davantage, en raison de la technique spécialisée dont elle relève, les connaissances approfondies et les moyens d'action du Service central des phares et balises, ainsi que l'a souligné la Conférence impériale de Brazzaville qui a émis un vœu dans ce sens.

Il est avantageux, par ailleurs, que les Services locaux des Travaux Publics restent chargés, étant sur place, d'assurer la bonne marche de la signalisation maritime aux colonies. Ces Services fonctionneront à cet effet sous la direction technique du Service central des phares et balises, tout en restant placés, conformément à un principe d'ordre général qui a reçu la sanction de l'expérience, sous l'autorité générale des Gouverneurs et du Ministre des Colonies.

La présente ordonnance a pour objet de réorganiser, dans le sens indiqué ci-dessus, les Services de signalisation maritime aux colonies.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport des ministres des colonies, des travaux publics et des transports, de l'économie nationale et des finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 23 novembre 1944 réorganisant le comité économique et fixant les attributions du ministre de l'économie nationale et l'organisation de ses services;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires d'outre-mer relevant du ministre des colonies, la signalisation maritime est assurée par les services des travaux publics de ces territoires renforcés temporairement, le cas échéant, par du personnel du service central des phares et balises. Ces services locaux, tout en restant placés sous l'autorité générale des chefs de territoire et du ministre des colonies fonctionnent sous la direction technique du service central des phares et balises.

Aux fins ci-dessus, le ministre des travaux publics et des transports se tient en contact permanent avec

le ministre des colonies et détache un de ses ingénieurs du service des phares et balises auprès de la direction des travaux publics du ministère des colonies.

Le ministre des colonies en accord avec le ministre des travaux publics et des transports ou sur sa proposition, établit, dans le cadre du programme d'équipement national :

Les programmes d'ensemble à long terme pour le développement de la signalisation maritime coloniale ;

La liste des travaux ou commandes à effectuer chaque année, et approuve les instructions techniques propres à la bonne exécution des travaux ou au bon fonctionnement des établissements.

La correspondance générale du service central des phares et balises avec les services fonctionnant aux colonies, est transmise par l'intermédiaire du ministre des colonies et des chefs des territoires ; sa correspondance technique est adressée directement.

ART. 2. — Les missions temporaires du service central des phares et balises sont assurées, sous la haute autorité du ministre des colonies, par le directeur ou les ingénieurs de ce service.

Il pourra également être recouru à l'envoi sur place d'agents spécialisés et notamment de monteurs du service central des phares et balises.

Ces missions sont décidées par le ministre des colonies d'accord avec le ministre des travaux publics et des transports en ce qui concerne les fonctionnaires relevant de son département, sur propositions concertées du directeur des phares et balises et du directeur des travaux publics des colonies et, en outre, le cas échéant, à l'initiative des chefs des territoires.

ART. 3. — Les crédits nécessaires, d'une part, à la rémunération et au renforcement du personnel du service central des phares et balises, d'autre part, à la création et à l'aménagement des installations, aux grosses réparations, à l'approvisionnement en matériel spécial et au développement de la signalisation maritime coloniale sont inscrits au budget du ministère des travaux publics et des transports. Les crédits afférents à la marche et à l'entretien courants des installations et à la rémunération du personnel local permanent sont ouverts au budget des territoires intéressés.

Toutefois, lorsqu'un territoire est le siège d'installations de signalisation maritime qui excèdent manifestement ses besoins propres et qui répondent à des nécessités de caractère impérial ou international, le budget de ce territoire peut être, à titre exceptionnel, déchargé, partiellement ou totalement, des dépenses qui lui incomberaient en vertu de l'alinéa ci-dessus, les charges supplémentaires correspondantes étant imputées, dans ce cas, sur les crédits du service central des phares et balises.

Inversement, lorsqu'un territoire est le siège d'installations de signalisation maritime ne présentant qu'un intérêt purement local, les dépenses, même de premier établissement, sont supportées par le budget du territoire intéressé.

Les crédits ouverts au service central des phares et balises et destinés à couvrir les dépenses effectuées

aux colonies sont délégués, par le directeur de ce service, aux chefs de territoires, ordonnateurs secondaires, qui les sous-délèguent aux chefs de service des travaux publics intéressés sous-ordonnateurs.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 15 septembre 1945.

C. DE GAULLE

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

*Le Ministre des Travaux Publics,
et des Transports*

René MAYER.

Le Ministre de l'Economie nationale et des Finances,
R. PLEVEN.

Juridictions françaises

ARRETE N° 652 CAB. du 19 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu le décret du 19 avril 1939 fixant la compétence des juridictions françaises de l'A.O.F. en matière pénale, civile et commerciale concernant les indigènes satisfaisant ou ayant satisfait à leurs obligations militaires, promulgué au Togo le 6 décembre 1944 ;

Vu le décret du 22 août 1939 étendant aux indigènes décorés de la Légion d'Honneur à titre civil et aux indigènes électeurs aux assemblées locales les dispositions du décret susvisé du 19 avril 1939, promulgué au Togo le 6 décembre 1944 ;

Vu le décret du 11 avril 1944 modifiant le décret susvisé du 19 avril 1939, promulgué au Togo le 6 décembre 1944 ;

Vu l'arrêté général n° 3281/AP. du 25 octobre 1945 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 12 octobre 1945 portant extension aux non-citoyens de l'A.O.F. et du Togo électeurs à l'Assemblée élue le 21 octobre 1945 des dispositions du décret du 19 avril 1939 fixant la compétence des juridictions françaises en matière pénale, civile et commerciale concernant les indigènes satisfaisant ou ayant satisfait à leurs obligations militaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

*Soumis à la procédure de publication d'urgence par
arrêté n° 665 CAB. du 24 novembre 1945.*

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 18 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée élue le 21 octobre 1945 des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, et notamment son article 5;

Vu le décret du 19 avril 1939 modifiant la compétence *ratione personae* des juridictions de l'A.O.F., complété par le décret du 22 août 1939;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret précité du 19 avril 1939 sont applicables en A.O.F. et au Togo aux non citoyens électeurs à l'assemblée élue le 21 octobre 1945.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française et au *Journal officiel* de l'A.O.F. et du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 12 octobre 1945.

C. DE GAULLE

Par le Gouvernement provisoire de la République française,

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Pierre-Henri TEITGEN.

Voir décret du 19 avril 1939 au *J.O.Togo* du 16 décembre 1944 — page 574.

Elections aux assemblées ou conseils élus

ARRETE N° 669 CAB. du 24 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 30 mai 1945 modifiant le décret du 19 février 1945 portant adaptation à l'A.O.F. et au Togo des dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération, promulgué au Togo le 17 juin 1945;

Vu le décret du 11 juin 1945 tendant à autoriser l'élection à titre provisoire, en A.O.F. et au Togo, des membres des chambres de commerce ainsi que des chambres d'agriculture et d'industrie, promulgué au Togo le 21 juillet 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance n° 45-2366 du 15 octobre

1945 portant rétablissement des élections aux assemblées ou conseils élus dans les territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 8 septembre 1939 suspendant dans les territoires relevant du ministère des colonies toutes les élections aux assemblées et conseils élus;

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 concernant les assemblées élues de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique occidentale française et de la Tunisie non occupée;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944 modifiée notamment par l'ordonnance du 6 avril 1945 et par l'ordonnance du 13 septembre 1945;

Vu le décret du 3 juillet 1944 portant rétablissement du conseil général en Nouvelle-Calédonie et dépendances et le décret du 23 avril 1945;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944 portant adaptation aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies des dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 précitée, modifiée par l'ordonnance du 30 mai 1945;

Vu le décret du 11 juin 1945 tendant à autoriser l'élection à titre provisoire en Afrique occidentale française et au Togo des membres des chambres de commerce ainsi que des membres des chambres d'agriculture et d'industrie;

Vu l'ordonnance du 18 août 1945 rétablissant les élections aux chambres de commerce dans la métropole;

Vu l'ordonnance du 31 août 1945 relative à l'élection des conseils généraux aux Antilles, à la Réunion, à la Guyane française et dans les établissements français dans l'Inde;

Vu l'urgence constatée par le président du Gouvernement;

Le Conseil d'Etat (Commission permanente) entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, il pourra être procédé à l'élection ou au renouvellement intégral des assemblées et conseils locaux, assemblées municipales, chambres de commerce, chambres d'agriculture et d'industrie, lorsque ces organismes n'ont pas été provisoirement renouvelés en exécution des ordonnances des 21 avril et 20 novembre 1944 susvisées et des textes subséquents.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne sont applicables ni aux conseils généraux des Antilles, de la Réunion, de la Guyane française et des établissements français dans l'Inde dont le renouvellement est soumis aux dispositions de l'ordonnance du 31 août 1945, ni au conseil général de la Nouvelle-Calédonie élu en exécution du décret du 5 juillet 1944.

ART. 2. — A la suite du renouvellement intégral auquel il sera procédé en application de l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} ci-dessus et lorsque les textes organiques propres à chacun des conseils, assemblées ou chambres prévoient des renouvellements partiels par séries, l'ordre de renouvellement desdites séries sera réglé par le sort.

ART. 3. — Les membres actuellement en exercice des divers conseils, assemblées et chambres sont maintenus en fonctions jusqu'à ce qu'il ait été procédé au renouvellement de ceux-ci.

ART. 4. — Les dates des élections ou du renouvellement seront fixées par décret rendu sur le rapport du ministre des colonies pour chaque assemblée ou conseil lorsque cette assemblée ou conseil est organisé par décret.

Ces dates seront fixées conformément aux dispositions organiques qui leur sont propres, en ce qui concerne les assemblées ou conseils organisés par arrêtés locaux ainsi qu'en ce qui concerne les chambres de commerce et les chambres d'agriculture et d'industrie.

ART. 5. — A dater du 1^{er} novembre 1945, les listes électorales seront dressées ou revisées dans les formes, délais et conditions prévus par les dispositions organiques en vigueur ou à intervenir dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, sauf dérogations autorisées par décret rendu sur le rapport du ministre des colonies.

ART. 6. — Les articles 18 et 18 *bis* de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération, modifiés par les ordonnances des 6 avril et 13 septembre 1945 susvisées, sont applicables jusqu'au 1^{er} mars 1946 aux élections visées à l'article 4 de la présente ordonnance, à l'exception des élections aux chambres de commerce et aux chambres d'agriculture et d'industrie.

En cas de contestation d'une élection fondée sur l'inéligibilité en vertu de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 modifiée par les ordonnances des 6 avril et 13 septembre 1945 susvisées, d'un candidat proclamé élu, le président du conseil du contentieux administratif du territoire ou le président de la commission compétente pour juger de l'élection, saisit sans délai le jury d'honneur, s'il ne l'a déjà été. Il peut, par ailleurs, suspendre, pendant la durée de l'instance, le droit du citoyen élu de prendre séance.

Le conseil du contentieux administratif ou la commission compétente doit surseoir à statuer jusqu'à la publication de la décision du jury d'honneur.

La décision du conseil du contentieux administratif ou de la commission compétente est provisoirement exécutoire nonobstant appel.

ART. 7. — Sont abrogés les décrets des 8 septembre 1939 et 11 juin 1945 ainsi que toutes dispositions suspendant dans les territoires d'outre-mer les élections aux assemblées, conseils et chambres élus et que toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance.

ART. 8. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 15 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Chambres de Commerce — Chambres d'agriculture et d'industrie

ARRETE N° 3327/AP. du 31 octobre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F.;

Vu le décret du 19 septembre 1936, complété par le décret du 25 juillet 1937, nommant le Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 mars 1917, approuvant le mode d'institution des chambres de commerce en A.O.F.;

Vu le décret du 9 mars 1925, réglant le mode d'institution en A.O.F. des chambres d'agriculture et d'industrie;

Vu le décret du 11 juin 1945, tendant à autoriser l'élection à titre provisoire en A.O.F. et au Togo des membres des chambres de commerce ainsi que des membres des chambres d'agriculture et d'industrie, promulgué par arrêté n° 1977 du 28 juin 1945;

Vu l'ordonnance n° 45-2366 du 15 octobre 1945, promulguée par arrêté n° 3295 du 27 octobre 1945, portant rétablissement des élections aux assemblées ou conseils élus dans les territoires relevant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté du 31 mai 1930, réorganisant les chambres de commerce en A.O.F.;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1930, réorganisant les chambres d'agriculture et d'industrie en A.O.F.;

Vu l'arrêté du 21 juin 1921 du Commissaire de la République au Togo, créant la chambre de commerce de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les listes électorales des chambres de commerce et des chambres d'agriculture et d'industrie seront révisées en A.O.F. et au Togo dans la deuxième quinzaine de novembre par les commissions prévues à l'article 12 de l'arrêté du 31 mai 1930 et à l'article 6 de l'arrêté local du Commissaire de la République au Togo, en date du 21 juin 1921. Ces listes resteront déposées jusqu'au 1^{er} janvier 1946 dans les bureaux de la mairie et dans ceux du chef-lieu de chacun des cercles compris en tout ou partie dans la circonscription de l'assemblée consulaire. Les électeurs dont l'inscription aurait été omise ou contestée pourront adresser leur réclamation jusqu'au 9 janvier aux présidents desdites commissions.

Les commissions statueront sur les réclamations du 10 au 16 janvier et les listes arrêtées par les chefs de colonie ou le Commissaire de la République au Togo, en commission permanente du conseil privé ou d'administration, seront publiées au *Journal officiel* de la colonie ou du territoire le 1^{er} février au plus tard.

ART. 2. — Les élections auront lieu le dimanche 3 mars 1946 pour le premier tour du scrutin et, éventuellement, le 10 mars pour le second.

ART. 3. — Est abrogé l'arrêté n° 1994 du 30 juin 1945, modifié par l'arrêté n° 2173 du 20 juillet 1945.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 31 octobre 1945.
P. COUNARIE.

Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 670 CAB. du 24 novembre 1945.

Règlementation des prix

Marchandises ou objets d'occasion

ADDITIF à l'arrêté général n° 2939 SE. du 24 septembre 1945 réglementant la vente des marchandises ou objets d'occasion. (J. O. Togo du 1^{er} novembre 1945 — Page 576).

Après :

P. Cournarie.

Ajouter :

Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 654 CAB. du 19 novembre 1945.

P. T. T.

Mandats poste — Mandats télégraphiques

ADDITIF à l'arrêté général n° 3165 DT. du 13 octobre 1945 élevant le maximum des mandats-poste et des mandats télégraphiques dans le régime intérieur de l'A.O.F. (J. O. Togo du 1^{er} novembre 1945 — Page 578).

Après :

Oswald DURAND.

Ajouter :

Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 655 CAB. du 19 novembre 1945.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Enseignement

ARRETE N° 633 E. du 15 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 495/E. du 7 septembre 1945 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire pour l'année scolaire 1945-1946;

Sur la proposition du Chef du service de l'enseignement p. i.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une école de filles à une classe est ouverte à Sokodé.

ART. 2. — Une deuxième classe est ouverte à l'école de village de Kouméa (Cercle de Sokodé).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 636 E. du 17 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 653 du 30 novembre 1943 organisant l'enseignement privé au Togo;

Vu la demande d'ouverture et de fermeture d'écoles en date du 16 octobre 1945 du directeur des écoles de la Mission Catholique;

Vu la demande d'ouverture d'écoles en date du 13 septembre 1945 de la directrice des écoles de la Mission Evangélique;

Vu l'avis des commandants de cercles intéressés;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement p. i.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1945-1946 le nombre et l'emplacement des écoles privées du Territoire sont fixés comme suit :

A — MISSION CATHOLIQUE

Cours Complémentaire (1)

Lomé (Ecole Notre-Dame des Apôtres) 3 classes

Cours supérieurs (2)

Lomé (Ecole Notre-Dame des Apôtres) 1 classe

Lomé (garçons) 1 classe

Ecoles régionales (16)

Lomé (garçons) 7 classes

Lomé (filles) 3 classes

Tsévié 2 classes

Noépé 1 classe

Assahoun 1 classe

Anécho (garçons) 2 classes

Anécho (filles) 1 classe

Vogan 1 classe

Togoville 1 classe

Atakpamé 2 classes

Tomégbé (Atakpamé) 1 classe

Palimé (garçons) 3 classes

Palimé (filles) 1 classe

Agou 1 classe

Adeta 1 classe

Yadé 1 classe

Ecoles urbaines (6)

Lomé (garçons)	22 classes
Tsévié	6 classes
Anécho (garçons)	5 classes
Atakpamé (garçons)	4 classes
Palimé (garçons)	8 classes
Sokodé	2 classes

Ecoles ménagères (7)

Lomé	11 classes
Tsévié	3 classes
Anécho	4 classes
Atakpamé	3 classes
Palimé	4 classes
Sokodé	1 classe
Yadé	1 classe

*Ecoles de village (33)***CERCLE DE LOMÉ**

Avepozo	2 classes
Noépé	3 classes
Assahoun	3 classes
Agboluwhé	2 classes
Kovié	1 classe
Agbatopé	1 classe

CERCLE D'ANÉCHO

Togoville	2 classes
Porto-Ségouro	2 classes
Wogan	2 classes
Tokpli	1 classe

CERCLE DU CENTRE*Subdivision d'Atakpamé*

Agadji	2 classes
Ezimé	2 classes
Tomégbé	3 classes
Badou	3 classes
Kpedomé (Nuatja)	3 classes
Chra	1 classe
Oléi	1 classe
Avedze	1 classe
Benali	1 classe

Subdivision de Palimé

Woamé	2 classes
Kpimé	2 classes
Adéta	4 classes
Agou	2 classes
Kolo-Ga	1 classe
Klonou	1 classe
Agbahon	2 classes
Daye-Atigba	1 classe

CERCLE DE SOKODÉ

Yadé	3 classes
Alédjo	2 classes
Bangéli	1 classe
Soundina	1 classe

CERCLE DE MANGO

Boumbouaka	2 classes
Pana	1 classe

B — MISSION EVANGÉLIQUE*Ecoles régionales (6)*

Lomé (garçons)	2 classes
Lomé (filles)	1 classe
Tsévié	1 classe
Atakpamé	1 classe
Palimé	2 classes
Agou (Internat ménager)	1 classe

Ecoles urbaines (3)

Lomé	4 classes
Atakpamé	2 classes
Palimé	3 classes

Ecoles ménagères (2)

Lomé	3 classes
Agou (Internat d'enseignement ménager)	2 classes

*Ecoles de village (15)***CERCLE DE LOMÉ**

Tsévié	2 classes
Tséviépé	2 classes

CERCLE DU CENTRE*Subdivision d'Atakpamé*

Kitchibo	2 classes
Amou-Oblo	2 classes
Sodo	1 classe

Subdivision de Palimé

Agou-Nyongbo	3 classes
Elé	2 classes
Agou-Dogbadji	1 classe
Kouma-Adamé	1 classe
Tomégbé	1 classe
Woamé	1 classe
Lavié	1 classe
Daye-Kpeto	1 classe

CERCLE DE SOKODÉ

Landa	1 classe
Pya	2 classes

C — MISSION MÉTHODISTE*Ecole régionale (1)*

Anécho	1 classe
--------	----------

Ecole urbaine (1)

Anécho	2 classes
--------	-----------

Ecoles de village (1)

Porto-Ségouro	2 classes
---------------	-----------

ART. 2. — Sont supprimées, pour compter du 1^{er} octobre 1945, les écoles de la Mission Catholique ci-après :

CERCLE DE LOMÉ

Lébégan	1 classe
---------	----------

CERCLE D'ANÉCHO

Wogan (Ecole ménagère)	1 classe
------------------------	----------

CERCLE DU CENTRE*Subdivision d'Atakpamé*

Témé-Odéré	1 classe
------------	----------

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

N° 652 E. — Par décision du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

19 novembre 1945. — Les dates des vacances sont ainsi fixées, pour l'année scolaire 1945-1946, dans toutes les écoles officielles et privées du Territoire :

1^o — *Congés* : jeudis, dimanches et jours légalement fériés;

2^o — *Vacances* :

Noël : du 24 décembre inclus au 3 janvier inclus;

Pâques : la semaine qui précède Pâques et la semaine qui suit cette fête;

Grandes vacances : du 1^{er} juillet au 14 septembre inclus.

Café

ARRETE N° 634 AE. du 15 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu les télégrammes C-397 SEP. et C-438 SEP. des 15 octobre et 3 novembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte pour compter du 1^{er} décembre 1945 la campagne de café 1945-1946.

ART. 2. — Les prix minima d'achat aux producteurs sont fixés comme suit :

CENTRES D'ACHAT	NIAOULI			ARABICA			
	COURANT	SUPÉRIEUR	BRISURES ET TRIAGE	COURANT	SUPÉRIEUR	BRISURES ET TRIAGE	CHOIX
Lomé	13.069	14.733	9.740	16.231	18.061	12.154	19.725
Atakpamé	12.749	14.413	9.420	15.911	17.741	11.834	19.405
Agou	12.839	14.503	9.510	16.001	17.831	11.924	19.495
Palimé	12.816	14.481	9.488	15.979	17.809	11.902	19.473
Tsévié	12.981	14.645	9.652	16.143	17.973	12.066	19.637
Anécho	12.960	14.624	9.631	16.122	17.952	12.045	19.616
Blittah	12.603	14.267	9.274	15.765	17.595	11.688	19.259

Si le café n'est pas conditionné, il sera payé au prix du courant avec une tolérance de 1 à 6% sur le poids. Les chefs de circonscription fixeront les prix dans les autres centres compte tenu des tarifs en vigueur des transports routiers.

ART. 3. — Tout achat en dessous des prix ci-dessus constituera une infraction à la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 15 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Huile de coco

ARRETE N° 657 AE. du 20 novembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur la réglementation des prix;

Vu l'arrêté N° 271 AE. du 22 mai 1944 fixant les prix de vente à Lomé des produits de consommation locale;

Vu l'avis de la commission des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix de vente, à Lomé, de l'huile de coco :

Prix de détail : 16 francs 65 le litre;

Prix de gros : 14 francs 55 le litre.

ART. 2. — Ces prix seront affichés par les soins de l'administrateur-maire dans les halles et marchés de la ville.

ART. 3. — Les prix à pratiquer dans les autres centres seront fixés sur propositions spéciales des chefs de circonscription.

ART. 4. — Toute infraction aux dispositions ci-dessus seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercle, subdivision et des P.T.T., ainsi que dans les autres lieux publics.

Lomé, le 20 novembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Peste bovine

N° 662 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

23 novembre 1945. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 412 S.E. du 4 août 1945 déclarant infectés de peste bovine les territoires des cantons de Bapuré et Kabou (subdivision de Bassari).

La zone franche comprenant les cantons de Kidjabin, Nawaré, Bangeli, Bidjabbé et Bassari mentionnés à l'article 2 de l'arrêté n° 412 S/E précité, est supprimée.

N° 663 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

23 novembre 1945. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 414 S/E. du 5 août 1945 déclarant infectés de peste bovine les territoires des cantons de Bau et Sarakawa (subdivision de Lama-Kara).

La zone franche comprenant les cantons de Pessidé Tchautchau, Yadé, Lama-Kara mentionnés à l'article 2 de l'arrêté n° 414 S. E. précité est supprimée.

Budget local

Compte définitif.

ADDITIF à l'arrêté n° 530 F. du 18 septembre 1945 portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local exercice 1944 (J.O. Togo du 1^{er} octobre 1945 — Page 526 1^{re} colonne).

Ajouter :

Approuvé par décret n° 45-2738 du 3 novembre 1945.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES - DU POUVOIR CENTRAL

Rappels d'ancienneté

Par arrêté du ministre des colonies en date du 14 septembre 1945 les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après ont été conservés par les ingénieurs des travaux publics et des mines des colonies dont les noms suivent :

A — Travaux Publics

M. Prunet Jacques, ingénieur principal de 2^e classe : 1 an 7 mois 21 jours.

Promotions

Par arrêté du Directeur général des Douanes en date du 19 septembre 1945.

Sont élevés, sur place, à la 3^e classe du grade supérieur, les contrôleurs rédacteurs, vérificateurs, contrôleurs et receveurs de 2^e catégorie, hors classe dont les noms suivent :

F — à compter du 1^{er} avril 1945.

M. Toqué (Louis François Joseph Emmanuel) au Togo.

Nominations

Par arrêté du Garde des Sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies en date du 18 octobre 1945, ont été nommés :

Les magistrats du sixième degré dont les noms suivent :

M. Forster (Isaac) substitut du procureur général près la cour d'appel de la Guadeloupe.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Affectations

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

14 novembre 1945. — M. Doise, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies en service au Gouvernement général (Direction générale des Finances) est mis à la disposition du Gouverneur, Commissaire de la République au Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Tableau d'avancement

Par arrêté n° 637 P. du :

17 novembre 1945. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo :

Au titre du 1^{er} semestre 1945

TRAVAUX PUBLICS

Pour la hors classe du grade de chef ouvrier d'art
Stoll René, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe

Pour la 1^{re} classe du grade d'ouvrier d'art ordinaire
Gablin Maurice, ouvrier d'art de 2^e classe

Pour la 2^e classe du grade de surveillant principal
Mandon René, surveillant principal de 3^e classe

Au titre du 2^e semestre 1945

ENSEIGNEMENT

Pour la 2^e classe du grade d'inspecteur principal des écoles

Champion Albert, inspecteur principal de 3^e classe

TRAVAUX PUBLICS

Pour la 3^e classe du grade de surveillant ordinaire

Dossou Jean, surveillant de 4^e classe.

Promotions

Par arrêté n° 640 p. du :

17 novembre 1945. — Sont promus dans le personnel européen des cadres locaux du Togo tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

Pour compter du 1^{er} janvier 1945

TRAVAUX PUBLICS

A la hors classe du grade de chef ouvrier d'art
Stoll René, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe

A la 1^{re} classe du grade d'ouvrier d'art ordinaire
Gablin Maurice, ouvrier d'art de 2^e classe

A la 2^e classe du grade de surveillant principal
Mandon René, surveillant principal de 3^e classe

Pour compter du 1^{er} juillet 1945

ENSEIGNEMENT

A la 2^e classe du grade d'inspecteur principal des écoles

Champion Albert, inspecteur principal de 3^e classe

Par arrêté n° 641 p. du :

17 novembre 1945. — M. Dossou Jean, surveillant de 4^e classe du cadre local européen des Travaux publics du Togo est promu à la 3^e classe de son grade pour compter du 1^{er} juillet 1945 au point de vue de la solde.

M. Dossou Jean qui a accompli des services contractuels avant son intégration dans le cadre local des Travaux publics, est nommé surveillant de 3^e classe pour compter du 1^{er} juillet 1944 au point de vue de l'ancienneté.

Nomination

Par décision n° 663 p. du :

23 novembre 1945. — M. Rebaud, commis des services civils des colonies, en service au Bureau des Affaires Economiques, est nommé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles, président du tribunal du premier degré de Tsévié, en remplacement de M. Cointot, empêché.

Agent auxiliaire

Nomination

Par décision n° 657 p. du :

22 novembre 1945. — M. Renard Lucien est engagé, à titre précaire et essentiellement révocable, en qualité d'apprenti mécanicien électricien au salaire mensuel de mille francs (1.000 francs) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités.

Pour tout ce qui concerne les soins médicaux, hospitalisation, affectations et mutations, les dispositions prévues par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire sont applicables à M. Renard Lucien.

M. Renard est mis à la disposition du chef du service des Transmissions du Togo.

PERSONNEL INDIGÈNE

Tableau d'avancement

Par arrêté n° 638 p. du :

17 novembre 1945. — Sont inscrits au tableau supplémentaire d'avancement du personnel des cadres communs secondaires de l'enseignement primaire de l'A.O.F. en service au Togo, pour l'année 1945 :
Pour la 1^{re} classe du grade d'instituteur ordinaire :
d'Almeida Alexandre, instituteur ordinaire de 2^e classe.

Pour la 4^e classe du grade d'instituteur ou institutrice adjoint :

Ekué Martin, instituteur adjoint de 5^e classe

Lawson Hélène, institutrice adjointe de 5^e classe

d'Almeida Véronique, institutrice adjointe de 5^e classe

Kpodar Cécile, institutrice adjointe de 5^e classe.

Par arrêté n° 639 p. du :

17 novembre 1945. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel indigène des cadres locaux du Togo pour l'année 1945 :

COMMIS D'ADMINISTRATION

Au titre du 1^{er} semestre 1945

Pour le 2^m échelon de la classe exceptionnelle du grade de commis principal

Dossou Augustin, commis principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon

Folly Michel, commis principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon

Pour la 1^{re} classe du grade de commis principal

Aithnard André Paulin, commis principal de 2^e classe

Gnassounou Pierre, commis principal de 2^e classe

Sant'Anna Faustin, commis principal de 2^e classe

Pour la 2^m classe du grade de commis principal

Dossévi Pierre, commis principal de 3^e classe

Johnson André, commis principal de 3^e classe

Dueggah Joseph, commis principal de 3^e classe

d'Almeida Félicien, commis principal de 3^e classe

Koué Hermann, commis principal de 3^e classe

Paty Daniel, commis principal de 3^e classe.

Pour le grade de commis principal de 3^e classe

Dogbé Godwin, commis de 1^{re} classe
 Adjévi Symphorien, commis de 1^{re} classe
 Agnitéy Remy, commis de 1^{re} classe
 Pindra Félix, commis de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire

Apedo-Amah Georges, commis de 2^e classe
 Gbaguidi Léonard, commis de 2^e classe
 Kuadjovih Cadmus, commis de 2^e classe
 Ederli Thomas, commis de 2^e classe
 Dawson Jules, commis de 2^e classe
 Messavussu Pierre, commis de 2^e classe.

Pour le grade de commis de 2^{me} classe

Titus Théophile, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Zamba François, commis-adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 4^e classe du grade de commis-adjoint

Gbikpi Marie, commis-adjoint de 5^e classe
 Kougbéadjo Hermann, commis-adjoint de 5^e classe
 Ahooméy-Tsomsri Hermann, commis-adjoint de 5^e classe.

*Au titre du 2^e semestre 1945**Pour la 1^{re} classe du grade de commis principal*

Agboton Albert, commis principal de 2^e classe
 Degboé Alphonse, commis principal de 2^e classe.

Pour la 2^{me} classe du grade de commis principal

Paraiso Basile, commis principal de 3^e classe
 Amegnizin Faustin, commis principal de 3^e classe
 Dossou François, commis principal de 3^e classe
 Lawson Nicolas, commis principal de 3^e classe
 Bandeira James, commis principal de 3^e classe
 Adotévi Barthélemy, commis principal de 3^e classe.

Pour le grade de commis principal de 3^e classe

Adjévi Sylvain, commis de 1^{re} classe
 Ako Michel, commis de 1^{re} classe
 Hundt John, commis de 1^{re} classe
 Gnassounou Richard, commis de 1^{re} classe
 Adjallé Ignace, commis de 1^{re} classe
 Faré Djato, commis de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire

d'Almeida Joseph, commis de 2^e classe
 Gnamey Roger, commis de 2^e classe
 Kokou Louis, commis de 2^e classe.

Pour le grade de commis de 2^e classe

Atayi Jonathan, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Santos Pedro, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Eté Sylvain, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Messan Laurent, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Lawson Léonard, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Couassi Joseph, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Amoussou Romuald, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Loko Albert, commis-adjoint de 1^{re} classe
 de Souza Théodore, commis-adjoint de 1^{re} classe
 Kouévi Kouassi, commis-adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis-adjoint

Ajavon Frédéric, commis-adjoint de 2^e classe
 Houessou Jean, commis-adjoint de 2^e classe
 Aghey Jean, commis-adjoint de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de commis-adjoint

Meatchi Albada, commis-adjoint de 3^e classe
 Amoussou Virgile, commis-adjoint de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de commis-adjoint

Limoan Germain, commis-adjoint de 4^e classe.

SERVICE DE L'AGRICULTURE*Au titre du 1^{er} semestre 1945**Pour la 1^{re} classe du grade de moniteur-adjoint*

d'Almeida Bob Thomas, moniteur-adjoint de 2^e cl.
 Atouhoun Célestin, moniteur-adjoint de 2^e classe.

*Au titre du 2^e semestre 1945**Pour la 1^{re} classe du grade de moniteur ordinaire*

Mensah Kloussé Joseph, moniteur de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de moniteur ordinaire

Amehamé Barnabé, moniteur de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de moniteur ordinaire

Dogbé Gottlieb, moniteur de 4^e classe
 Batascome Akossou, moniteur de 4^e classe.

Pour le grade de moniteur de 4^e classe

Ahyee Joseph, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de moniteur-adjoint

Amidou Moussa, moniteur-adjoint de 2^e classe.

SERVICE DE SANTÉ*Au titre du 1^{er} semestre 1945**Pour la 1^{re} classe du grade d'infirmier spécialiste principal*

Evénamédé Pierre, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Dernan Ayéna, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Adigo Akakpo Louis, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Amégnigan Urbain, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Ekue-Akpa Foli Blaise, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Kouévi Gabriel, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Adigo Akakpo Dorothee, infirmier spécialiste principal de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'infirmier principal

Attikossie David, infirmier principal de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade d'infirmier principal

Nyavor Régina (née Lampoh), infirmière principale de 3^e classe

Edjossanh Pascal, infirmier principal de 3^e classe

Pio Albert, infirmier principal de 3^e classe

Ohin Richard, infirmier principal de 3^e classe

Amoni Félix, infirmier principal de 3^e classe

Denadou Mathias, infirmier principal de 3^e classe

Obedema David, infirmier principal de 3^e classe.

Pour le grade d'infirmier principal de 3^e classe

Anani Christophe, infirmier de 1^{re} classe

Atayi Louis, infirmier de 1^{re} classe

Adoté Vincent, infirmier de 1^{re} classe.

Pour la 2^e classe du grade d'infirmier ordinaire

Nyavor Paul, infirmier de 3^e classe
 Kouakouvi Rose (née Akouété), infirmière de 3^e cl.
 Kuevidjen Pierre, infirmier de 3^e classe
 Kpodar Gottfried, infirmier de 3^e classe
 Agbozo Augustin, infirmier de 3^e classe.

*Pour la 1^{re} classe du grade de
brigadier-chef d'hygiène*

Lafonekou Samson Simon, brigadier-chef de 2^e cl.

Pour la 1^{re} classe du grade de garde d'hygiène

Sanvee Cataria Joseph, garde de 2^e classe.
 Kiossou Albert, garde de 2^e classe.

Au titre du 2^e semestre 1945*Pour la 1^{re} classe du grade d'infirmier
spécialiste principal*

Lawson Bidi Martin, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

*Pour la 2^e classe du grade d'infirmier
spécialiste principal*

Doe Robert, infirmier spécialiste principal de 3^e cl.
 Kangni Lucien, infirmier spécialiste principal de 3^e classe.

Pour la 2^e classe du grade d'infirmier principal

Agbodjan Prince Robert, infirmier principal de 3^e classe.

Pour le grade d'infirmier principal de 3^e classe

Domingo Joseph, infirmier de 1^{re} classe
 Gnassounou Léon, infirmier de 1^{re} classe
 Gbedemah Elias, infirmier de 1^{re} classe.

RÉSEAU DU CHEMIN DE FER ET WHARF**Au titre du 1^{er} semestre 1945***Pour la 1^{re} classe du grade de Chef
de Station principal*

Mensah Joseph, chef de station principal de 2^e cl.

*Pour la 2^e classe du grade de Chef
de station principal*

Pofagi Marcel, chef de station principal de 3^e cl.
 Ocloo Andréas, chef de station principal de 3^e cl.

*Pour le grade de Chef de Station principal
de 3^e classe*

Jacobi Paul, chef de station de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de Chef de Station

Midiohouan Julien, chef de station de 2^e classe
 Sadé James, chef de station de 2^e classe
 d'Almeida Cyriano, chef de station de 2^e classe.

Pour le grade de Chef de Station de 2^e classe

Adovi Jean, sous-chef de station de 1^{re} classe
 Lawson Raphaël, sous-chef de station de 1^{re} classe
 Cadassou Norbert, sous-chef de station de 1^{re} cl.
 Mensah Ferdinand, sous-chef de station de 1^{re} cl.

Pour la 1^{re} classe du grade de facteur

Ajavon Calixte, facteur de 2^e classe
 Lawson Jourdain, facteur de 2^e classe
 Amoussou Boniface, facteur de 2^e classe
 Adalbert Benoît, facteur de 2^e classe

Pour la 1^{re} classe du grade de mécanicien ordinaire

Sossou Boniface, mécanicien de 2^e classe
 Tossavi Djossouvi, mécanicien de 2^e classe.

*Pour la 1^{re} classe du grade de maître-ouvrier
principal*

Amoussou Daniel, maître-ouvrier principal de 2^e cl.

Pour la 1^{re} classe du grade de maître-ouvrier

Akomachry Faustin, maître-ouvrier de 2^e classe
 Thomas Rambert, maître-ouvrier de 2^e classe

Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe

Sant'Anna Etienne, ouvrier principal de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire

Bogla Christian, ouvrier de 2^e classe
 Mensah François, ouvrier de 2^e classe
 Hazoumé Adjaï, ouvrier de 2^e classe
 Agbodo Sedjro Michel, ouvrier de 2^e classe
 Kampo Poro, ouvrier de 2^e classe
 Tété Abalo, ouvrier de 2^e classe
 Dabla William, ouvrier de 2^e classe
 Mensah Kamekpo, ouvrier de 2^e classe
 Odossama Djato, ouvrier de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire

Doumassi Joseph, ouvrier de 3^e classe.

*Pour la 1^{re} classe du grade de Chef
d'Equipe ordinaire*

Akpity Ernest, chef d'équipe de 2^e classe
 Plinn Couessan Raphaël, chef d'équipe de 2^e classe
 Lawson Mathieu, chef d'équipe de 2^e classe
 Adoté Alphonse, chef d'équipe de 2^e classe.

*Pour la 2^e classe du grade de Chef
d'Equipe ordinaire*

Tèvi Michel, chef d'équipe de 3^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de Receveur ordinaire

Assou William, receveur de 3^e classe.

Au titre du 2^e semestre 1945*Pour le grade de Chef de Station principal
de 3^e classe*

Lassey Benjamin, chef de station de 1^{re} classe
 Kokodoko Christian, chef de station de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de Chef de Station

Lawson William, chef de station de 2^e classe
 Dedry Vincent, chef de station de 2^e classe
 Donyoh Grégoire, chef de station de 2^e classe.

Pour le grade de Chef de Station de 2^e classe

Ketevi Evariste, sous-chef de station de 1^{re} classe
 Yamajakp Simon, sous-chef de station de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de mécanicien ordinaire

d'Almeida Jean, mécanicien de 2^e classe.

*Pour la 2^e classe du grade de maître-ouvrier
principal*

Afangnihoun Thomas, maître-ouvrier principal de 3^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de maître-ouvrier

Mensah Christophe, maître-ouvrier de 2^e classe
 Aziadapou Jacob, maître-ouvrier de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire
Vintoura Patrice, ouvrier de 2^e classe
Yelouh Codjo Alphonse, ouvrier de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
Guegue Issouka, ouvrier de 3^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de pointeur ordinaire
Aziagan Frédéric, pointeur de 2^e classe
Dagan Anselme, pointeur de 2^e classe.

Pour le grade de maître-matelot
Kognie Komlan, second-maître.

Pour le grade de quartier-maître-matelot
Noudjrodou Messan, matelot de 1^{re} classe
Kloyi Guébéli, matelot de 1^{re} classe
Djodekomé Tossou, matelot de 1^{re} classe.

SERVICE DES DOUANES

Au titre du 1^{er} semestre 1945

Pour le 2^e échelon de la classe exceptionnelle du grade de Commis principal
Armerding Stéphan, commis principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon.

Pour la 2^e classe du grade de commis principal
Akouesson Valentin, commis principal de 3^e classe.

Pour le grade de commis principal de 3^e classe
d'Almeida Alfred, commis de 1^{re} classe
Johnson Félix, commis de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire
Behlow Joseph, commis de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de préposé
Amékoudji Marcellin, préposé de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de préposé
Ecoué Ayayivi Emmanuel, préposé de 4^e classe.

Au titre du 2^e semestre 1945

Pour la 1^{re} classe du grade de commis principal
Gbikpi André Daniel, commis principal de 2^e classe.

Pour le grade de commis principal de 3^e classe
Ajayee Dominique Jean, commis de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis
Ashiabor Daniel, commis de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de préposé
Kudadjé Gabriel, préposé de 2^e classe.

Pour la 4^e classe du grade de préposé
Kpadenou Gabriel, préposé de 5^e classe.

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

Au titre du 1^{er} semestre 1945

Pour le 2^e échelon de la classe exceptionnelle du grade d'instituteur principal
N'Diaye Boubacar, instituteur principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon

Ajavon Henri, instituteur principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon.

Pour la 1^{re} classe du grade d'instituteur principal
Tocou Michel, instituteur principal de 2^e classe
Akueson François, instituteur principal de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade d'instituteur principal
Dagba Victor, instituteur principal de 3^e classe
Johnson Gabriel, instituteur principal de 3^e classe
de Medeiros Jean, instituteur principal de 3^e classe
Fumey Arnold, instituteur principal de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur principal de 3^e classe
Samuel Abraham, instituteur de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur ordinaire de 2^e classe
Grüner Hans, instituteur adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'instituteur-adjoint
Adanlété Michel, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de moniteur-adjoint
Bonin François, moniteur-adjoint de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de moniteur-adjoint
Amoussou Pierre, moniteur-adjoint de 4^e classe.

Au titre du 2^e semestre 1945

Pour la 2^e classe du grade d'instituteur principal
Freitas Paulin, instituteur principal de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur principal de 3^e classe
Lawson Pierre, instituteur de 1^{re} classe
Tèkoé Alexandre, instituteur de 1^{re} classe
Colley Augustin, instituteur de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'instituteur ordinaire
Akakpo Ecoué Théophile, instituteur de 2^e classe
Vignon Paul, instituteur de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'instituteur-adjoint
Noutsougan Koami Ruben, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de moniteur-adjoint
Quenum Joseph, moniteur-adjoint de 2^e classe.

PLANTONS

Au titre du 1^{er} semestre 1945

Pour la 1^{re} classe du grade de planton principal
Orogbo Jean, planton principal de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de planton ordinaire
Houngbédji Koffi, planton de 3^e classe.

Au titre du 2^e semestre 1945

Pour la 1^{re} classe du grade de planton principal
Abalo Ferdinand, planton principal de 2^e classe.

Pour le grade de planton principal de 2^e classe
Gnimavo Amoussou, planton de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de planton ordinaire
Dossou Sossou, planton de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de planton ordinaire
Padonou Célestin, planton de 3^e classe
Tahoulan Christophe, planton de 3^e classe
Bossou Anatole Joseph, planton de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de planton ordinaire
Deckon Félix, planton de 4^e classe.

ASSISTANTS DE POLICE**Au titre du 1^{er} semestre 1945****Pour la 2^e classe du grade d'assistant de police-adjoint**

Dossouvi André, assistant de police-adjoint de 3^e cl.

Au titre du 2^e semestre 1945**Pour la 2^e classe du grade d'assistant de police principal**

Deckon Cosme, assistant de police principal de 3^e cl.

Pour le grade d'assistant de police ord. de 2^e classe

Comlan Georges, assistant de police-adjoint de 1^{re} classe

Bruce Cuthbert, assistant de police-adjoint de 1^{re} cl.

Pour la 1^{re} classe du grade d'assistant de police-adjoint

Jacob Norbert, assistant de police-adjoint de 2^e cl.

TRANSMISSIONS**a) — P.T.T.****Au titre du 1^{er} semestre 1945.****Pour la 1^{re} classe du grade de commis principal**

Poenou Marcellin, commis principal de 2^e classe
Gonçalvès Antoine, commis principal de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de commis principal

Ajavon Cyprien, commis principal de 3^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire

Krueger Ernest, commis de 2^e classe

Johnson Robert, commis de 2^e classe.

Pour le grade de commis ordinaire de 2^e classe

Afandomi Cosme, commis-adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 2^e classe du grade de commis-adjoint

Acakpo Addra Justin, commis-adjoint de 3^e classe.

Pour le grade de facteur principal de 3^e classe

Ajavon Joseph, facteur de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de facteur ordinaire

Capochichi Marc, facteur de 2^e classe

Sossou Vodounou, facteur de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de facteur-adjoint

Leblond Louis, facteur-adjoint de 3^e classe

Anoumou Frantz, facteur-adjoint de 3^e classe.

Au titre du 2^e semestre 1945**Pour la 2^e classe du grade de commis principal**

Bruce Doe Thomas, commis principal de 3^e classe

Akele Isidore, commis principal de 3^e classe

Wilson Godfroy, commis principal de 3^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire

Gomez Robert, commis de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade de commis-adjoint

Bocconi Jean, commis-adjoint de 3^e classe

Germa Bernard, commis-adjoint de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade de commis-adjoint

d'Almeida Stéphan, commis-adjoint de 4^e classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de facteur ordinaire

Lassez Antoine, facteur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur de 2^e classe

Bouraima Samuel, facteur-adjoint de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade de facteur-adjoint

Nandoma Kodjo, facteur-adjoint de 2^e classe

Aglanmey Kokou Emmanuel, facteur-adjoint de 2^e classe.

Zekpa Ignace, facteur-adjoint de 2^e classe

Amouzou Barthélemy, facteur-adjoint de 2^e classe.

b) — Radio**Au titre du 1^{er} semestre 1945****Pour le 2^e échelon du grade de commis principal de classe exceptionnelle**

Ebanda Ernest, commis principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon.

Pour le grade de mécanicien de 2^e classe

Colley Jean, mécanicien-adjoint de 1^{re} classe.

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS**Au titre du 1^{er} semestre 1945****a) — Ouvriers****Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe**

Quashie Joseph, ouvrier de 1^{re} classe.

Pour la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire

Dossah Philippe, ouvrier de 2^e classe

Reinhardt Otto, ouvrier de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire

Segla Marcellin, ouvrier de 3^e classe

Agbagla Alexandre, ouvrier de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade d'ouvrier ordinaire

Manedji Ayéna, ouvrier de 4^e classe.

b) — Aides-géomètres**Pour le grade d'aide-géomètre principal de 3^e classe**

Zinsou François, aide-géomètre de 1^{re} classe.

c) — Calqueurs**Pour le grade de chef calqueur de 2^e classe**

Gbenedji Venance, calqueur de 1^{re} classe.

Au titre du 2^e semestre 1945**Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe**

Agbagla Bernard, ouvrier de 1^{re} classe

Sant'Anna Ouabi, ouvrier de 1^{re} classe

Pour la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire

Amoussou Ambroise, ouvrier de 2^e classe.

Pour la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire

Kodjo Moïse, ouvrier de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade d'ouvrier ordinaire

Akakpo Vincent, ouvrier de 4^e classe

Adanbounou Tétévi, ouvrier de 4^e classe

Bougounou Napo, ouvrier de 4^e classe

Kouessivi François Simon, ouvrier de 4^e classe.

Est abrogé l'arrêté n° 3/P. du 3 janvier 1945 portant inscription au tableau d'avancement du personnel indigène des cadres locaux du Togo pour le 1^{er} semestre 1945.

Promotions

Par arrêté n° 642 P. du :

17 novembre 1945. — Sont promus pour compter du 1^{er} juillet 1945 dans le personnel des cadres communs secondaires de l'enseignement primaire de l'A.O.F., en service au Togo :

A la 1^{re} classe du grade d'instituteur ordinaire
d'Almeida Alexandre, instituteur ordinaire de 2^e cl.

A la 4^e classe du grade d'instituteur ou institutrice adjoint

Ekué Martin, instituteur-adjoint de 5^e classe,
Lawson Hélène, institutrice-adjointe de 5^e classe,
d'Almeida Véronique, institutrice-adjointe de 5^e cl.
Kpodar Cécile, institutrice-adjointe de 5^e classe.

Par arrêté n° 643 P. du :

17 novembre 1945. — Sont promus dans le personnel indigène des cadres locaux du Togo, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

COMMIS D'ADMINISTRATION

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

Au 2^e échelon de la classe exceptionnelle du grade de commis principal

Dossou Augustin, commis principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon

Folly Michel, commis principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon

A la 1^{re} classe du grade de commis principal

Aithnard André Paulin, commis principal de 2^e classe
Gnassounou Pierre, commis principal de 2^e classe
Sant'Anna Faustin, commis principal de 2^e classe

A la 2^e classe du grade de commis principal

Dossévi Pierre, commis principal de 3^e classe
Johnson André, commis principal de 3^e classe
Duegah Joseph, commis principal de 3^e classe
d'Almeida Félicien, commis principal de 3^e classe
Koué Hermann, commis principal de 3^e classe
Paty Daniel, commis principal de 3^e classe.

Au grade de commis principal de 3^e classe

Dogbé Godwin, commis de 1^{re} classe
Adjévi Symphorien, commis de 1^{re} classe
Agnitey Remy, commis de 1^{re} classe
Pindra Félix, commis de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire

Apedo-Amah Georges, commis de 2^e classe
Obaguidi Léonard, commis de 2^e classe
Kuadjovih Cadmus, commis de 2^e classe
Edorh Thomas, commis de 2^e classe
Dawson Jules, commis de 2^e classe
Messavussu Pierre, commis de 2^e classe.

Au grade de commis de 2^e classe

Titus-Théophile, commis-adjoint de 1^{re} classe.
Zamba François, commis-adjoint de 1^{re} classe.

A la 4^e classe du grade de commis-adjoint

Obikpi Marie, commis-adjoint de 5^e classe
Kougbeadjo Hermann, commis-adjoint de 5^e classe

Ahoomey-Tsomtsri Hermann, commis-adjoint de 5^e classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

A la 1^{re} classe du grade de commis principal

Agboton Albert, commis principal de 2^e classe
Degboé Alphonse, commis principal de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de commis principal

Paraïso Basile, commis principal de 3^e classe
Amegnizin Faustin, commis principal de 3^e classe
Dossou François, commis principal de 3^e classe
Lawson Nicolas, commis principal de 3^e classe
Bandeira James, commis principal de 3^e classe
Adotévi Barthélemy, commis principal de 3^e classe.

Au grade de commis principal de 3^e classe

Adjévi Sylvain, commis de 1^{re} classe
Ako Michel, commis de 1^{re} classe
Hundt John, commis de 1^{re} classe
Gnassounou Richard, commis de 1^{re} classe
Adjallé Ignacé, commis de 1^{re} classe
Faré Djato, commis de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire

d'Almeida Joseph, commis de 2^e classe
Gnamey Roger, commis de 2^e classe
Kokou Louis, commis de 2^e classe.

Au grade de commis de 2^e classe

Atayi Jonathan, commis-adjoint de 1^{re} classe
Santos Pedro, commis-adjoint de 1^{re} classe
Eté Sylvain, commis-adjoint de 1^{re} classe
Messan Laurent, commis-adjoint de 1^{re} classe
Lawson Léonard, commis-adjoint de 1^{re} classe
Couassi Joseph, commis-adjoint de 1^{re} classe
Amoussou Romuald, commis-adjoint de 1^{re} classe
Loko Albert, commis-adjoint de 1^{re} classe
de Souza Théodore, commis-adjoint de 1^{re} classe
Kouévi Kouassi, commis-adjoint de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis-adjoint

Ajavon Frédéric, commis-adjoint de 2^e classe
Houessou Jean, commis-adjoint de 2^e classe
Aghey Jean, commis-adjoint de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de commis-adjoint

Meatchi Albada, commis-adjoint de 3^e classe
Amoussou Virgile, commis-adjoint de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade de commis-adjoint

Limoan Germain, commis-adjoint de 4^e classe.

MONITEURS D'AGRICULTURE

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

A la 1^{re} classe du grade de moniteur-adjoint

d'Almeida Bob Thomas, moniteur-adjoint de 2^e cl.
Atouhoun Célestin, moniteur-adjoint de 2^e classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

A la 1^{re} classe du grade de moniteur ordinaire

Mensah Kloussé Joseph, moniteur de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de moniteur ordinaire

Amehamé Barnabé, moniteur de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade de moniteur ordinaire

Dogbé Gottlieb, moniteur de 4^e classe
Batascome Akossou, moniteur de 4^e classe.

Au grade de moniteur de 4^e classe
Ahyee Joseph, moniteur-adjoint de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de moniteur-adjoint
Amidou Moussa, moniteur-adjoint de 2^e classe.

INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES DE L'A. M. I.

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

A la 1^{re} classe du grade d'infirmier spécialiste principal

Événamédé Pierre, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Derman Ayéna, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Adigo Akakpo Louis, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Amégnigan Urbain, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Ekue-Akpa Foli Blaise, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Kouévi Gabriel, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

Adigo Akakpo Dorothée, infirmier spécialiste principal de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade d'infirmier principal

Attikossie David, infirmier principal de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade d'infirmier principal

Nyavor Régina (née Lampoh), infirmière principale de 3^e classe

Edjossanh Pascal, infirmier principal de 3^e classe

Pio Albert, infirmier principal de 3^e classe

Ohin Richard, infirmier principal de 3^e classe

Amoni Félix, infirmier principal de 3^e classe

Denadou Mathias, infirmier principal de 3^e classe

Gbedema David, infirmier principal de 3^e classe.

Au grade d'infirmier principal de 3^e classe

Anani Christophe, infirmier de 1^{re} classe

Atayi Louis, infirmier de 1^{re} classe

Adoté Vincent, infirmier de 1^{re} classe.

A la 2^e classe du grade d'infirmier ordinaire

Nyavor Paul, infirmier de 3^e classe

Kouakouvi Rose (née Akouété), infirmière de 3^e cl.

Kuevidjen Pierre, infirmier de 3^e classe

Kpodar Gottfried, infirmier de 3^e classe

Agbozo Augustin, infirmier de 3^e classe.

GARDES D'HYGIÈNE

A la 1^{re} classe du grade de brigadier-chef

Lafonekou Samson Simon, brigadier-chef de 2^e cl.

A la 1^{re} classe du grade de garde ordinaire

Sanvee Cataria Joseph, garde de 2^e classe.

Kiossou Albert, garde de 2^e classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

A la 1^{re} classe du grade d'infirmier spécialiste principal

Lawson Bidi Martin, infirmier spécialiste principal de 2^e classe

A la 2^e classe du grade d'infirmier spécialiste principal

Doe Robert, infirmier spécialiste principal de 3^e cl.
Kangni Lucien, infirmier spécialiste principal de 3^e classe.

A la 2^e classe du grade d'infirmier principal

Agbodjan Prince Robert, infirmier principal de 3^e classe.

Au grade d'infirmier principal de 3^e classe

Domingo Joseph, infirmier de 1^{re} classe

Gnassounou Léon, infirmier de 1^{re} classe

Gbedemah Elias, infirmier de 1^{re} classe.

RÉSEAU DU CHEMIN DE FER ET WHARF

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

A la 1^{re} classe du grade de chef de station principal

Mensah Joseph, chef de station principal de 2^e cl.

A la 2^e classe du grade de chef de station principal

Pofagi Marcel, chef de station principal de 3^e cl.

Ocloo Andréas, chef de station principal de 3^e cl.

Au grade de chef de station principal de 3^e classe

Jacobi Paul, chef de station de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de chef de station

Midiohouan Julien, chef de station de 2^e classe

Sadé James, chef de station de 2^e classe

d'Almeida Cyriano, chef de station de 2^e classe.

Au grade de chef de station de 2^e classe

Adovi Jean, sous-chef de station de 1^{re} classe

Lawson Raphaël, sous-chef de station de 1^{re} classe

Cadassou Norbert, sous-chef de station de 1^{re} cl.

Mensah Ferdinand, sous-chef de station de 1^{re} cl.

A la 1^{re} classe du grade de facteur

Ajavon Calixte, facteur de 2^e classe

Lawson Jourdain, facteur de 2^e classe

Amoussou Boniface, facteur de 2^e classe

Adalbert Benoît, facteur de 2^e classe

A la 1^{re} classe du grade de mécanicien ordinaire

Sossou Boniface, mécanicien de 2^e classe

Tossavi Djossouvi, mécanicien de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de maître-ouvrier principal

Amoussou Daniel, maître-ouvrier principal de 2^e cl.

A la 1^{re} classe du grade de maître-ouvrier

Akomachry Faustin, maître-ouvrier de 2^e classe

Thomas Rambert, maître-ouvrier de 2^e classe

Au grade de maître-ouvrier de 2^e classe

Sant'Anna Etienne, ouvrier principal de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire

Bogla Christian, ouvrier de 2^e classe

Mensah François, ouvrier de 2^e classe

Hazoumé Adjai, ouvrier de 2^e classe

Agbodo Sedjro Michel, ouvrier de 2^e classe

Kampo Poro, ouvrier de 2^e classe

Tété Abalo, ouvrier de 2^e classe

Dabla William, ouvrier de 2^e classe

Mensah Kamekpo, ouvrier de 2^e classe
Odossama Djato, ouvrier de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
Doumassi Joseph, ouvrier de 3^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de chef d'équipe ordinaire
Akpity Ernest, chef d'équipe de 2^e classe
Plinn Couessan Raphaël, chef d'équipe de 2^e classe
Lasson Mathieu, chef d'équipe de 2^e classe
Adoté Alphonse, chef d'équipe de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de chef d'équipe ordinaire
Tèvi Michel, chef d'équipe de 3^e classe.

A la 2^e classe du grade de receveur ordinaire
Assou William, receveur de 3^e classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

Au grade de chef de station principal de 3^e classe
Lasse Benjamin, chef de station de 1^{re} classe
Kokodoko Christian, chef de station de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de chef de station
Lawson William, chef de station de 2^e classe
Dedry Vincent, chef de station de 2^e classe
Donyoh Grégoire, chef de station de 2^e classe.

Au grade de chef de station de 2^e classe
Ketevi Evariste, sous-chef de station de 1^{re} classe
Yamajako Simon, sous-chef de station de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de mécanicien ordinaire
d'Almeida Jean, mécanicien de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de maître-ouvrier principal

Afangnihoun Thomas, maître-ouvrier principal de 3^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de maître-ouvrier
Mensah Christophe, maître-ouvrier de 2^e classe
Aziadapou Jacob, maître-ouvrier de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire
Vintoura Patrice, ouvrier de 2^e classe
Yelouh Codjo Alphonse, ouvrier de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
Guegue Issouka, ouvrier de 3^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de pointeur ordinaire
Aziagan Frédéric, pointeur de 2^e classe
Dagan Anselme, pointeur de 2^e classe.

Au grade de maître-matelot
Kognie Komlan, second-maître.

Au grade de quartier-maître-matelot
Noudjrodou Messan, matelot de 1^{re} classe
Kloyi Guébeli, matelot de 1^{re} classe
Djodekomé Tossou, matelot de 1^{re} classe.

AGENTS DES DOUANES

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

Au 2^e échelon de la classe exceptionnelle du grade de commis principal

Armerding Stéphan, commis principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon.

A la 2^e classe du grade de commis principal
Akouesson Valentin, commis principal de 3^e classe.

Au grade de commis principal de 3^e classe
d'Almeida Alfred, commis de 1^{re} classe
Johnson Félix, commis de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire
Behlow Joseph, commis de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de préposé.
Amékoudji Marcellin, préposé de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade de préposé
Ecoué Ayayivi Emmanuel, préposé de 4^e classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

A la 1^{re} classe du grade de commis principal
Gbikpi André Daniel, commis principal de 2^e classe.

Au grade de commis principal de 3^e classe
Ajayee Dominique Jean, commis de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis
Ashiabor Daniel, commis de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de préposé
Kudadjé Gabriel, préposé de 2^e classe.

A la 4^e classe du grade de préposé
Kpadenou Gabriel, préposé de 5^e classe.

PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

Au 2^e échelon de la classe exceptionnelle du grade d'instituteur principal

N'Diaye Boubacar, instituteur principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon

Ajavon Henri, instituteur principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon.

A la 1^{re} classe du grade d'instituteur principal
Tocou Michel, instituteur principal de 2^e classe
Akueson François, instituteur principal de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade d'instituteur principal
Dagba Victor, instituteur principal de 3^e classe
Johnson Gabriel, instituteur principal de 3^e classe
de Medeiros Jean, instituteur principal de 3^e classe
Fumey Arnold, instituteur principal de 3^e classe.

Au grade d'instituteur principal de 3^e classe
Samuel Abraham, instituteur de 1^{re} classe.

Au grade d'instituteur ordinaire de 2^e classe
Grüner Hans, instituteur adjoint de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade d'instituteur-adjoint
Adanlété Michel, instituteur-adjoint de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de moniteur-adjoint
Bonin François, moniteur-adjoint de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade de moniteur-adjoint
Amoussou Pierre, moniteur-adjoint de 4^e classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

A la 2^e classe du grade d'instituteur principal
Freitas Paulin, instituteur principal de 3^e classe.

Au grade d'instituteur principal de 3^e classe
Lawson Pierre, instituteur de 1^{re} classe
Tèkoé Alexandre, instituteur de 1^{re} classe
Colley Augustin, instituteur de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade d'instituteur ordinaire
Akakpo Ecoué Théophile, instituteur de 2^e classe
Vignon Paul, instituteur de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade d'instituteur-adjoint
Noutsougan Koami Ruben, instituteur-adjoint de 2^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de moniteur-adjoint
Quenum Joseph, moniteur-adjoint de 2^e classe.

PLANTONS

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

A la 1^{re} classe du grade de planton principal
Orogbo Jean, planton principal de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de planton ordinaire
Houngbédji Koffi, planton de 3^e classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

A la 1^{re} classe du grade de planton principal
Abalo Ferdinand, planton principal de 2^e classe.

Au grade de planton principal de 2^e classe
Gnimavo Amoussou, planton de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de planton ordinaire
Dossou Sossou, planton de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de planton ordinaire
Padonou Célestin, planton de 3^e classe
Tahoulan Christophe, planton de 3^e classe
Bossou Anatole Joseph, planton de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade de planton ordinaire
Deckon Félix, planton de 4^e classe.

ASSISTANTS DE POLICE

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

A la 2^e classe du grade d'assistant de police-adjoint

Dossouvi André, assistant de police-adjoint de 3^e cl.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

A la 2^e classe du grade d'assistant de police principal

Deckon Cosme, assistant de police principal de 3^e cl.

Au grade d'assistant de police ordinaire de 2^e classe
Comlan Georges, assistant de police-adjoint de 1^{re} classe

Bruce Cuthbert, assistant de police-adjoint de 1^{re} cl.

A la 1^{re} classe du grade d'assistant de police-adjoint
Jacob Norbert, assistant de police-adjoint de 2^e cl.

PERSONNEL DES TRANSMISSIONS

a) — P. T. T.

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

A la 1^{re} classe du grade de commis principal
Poenu Marcellin, commis principal de 2^e classe
Gonçalvès Antoine, commis principal de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de commis principal
Ajavon Cyprien, commis principal de 3^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire
Krueger Ernest, commis de 2^e classe
Johnson Robert, commis de 2^e classe.

Au grade de commis ordinaire de 2^e classe
Afandomi Cosme, commis-adjoint de 1^{re} classe.

A la 2^e classe du grade de commis-adjoint
Acakpo Addra Justin, commis-adjoint de 3^e classe.

Au grade de facteur principal de 3^e classe
Ajavon Joseph, facteur de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de facteur ordinaire
Capochichi Marc, facteur de 2^e classe
Sossou Vodounou, facteur de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de facteur-adjoint
Leblond Louis, facteur-adjoint de 3^e classe
Anoumou Frantz, facteur-adjoint de 3^e classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

A la 2^e classe du grade de commis principal
Bruce Doe Thomas, commis principal de 3^e classe
Akélé Isidore, commis principal de 3^e classe
Wilson Godfroy, commis principal de 3^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de commis ordinaire
Gomez Robert, commis de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade de commis-adjoint
Bocovi Jean, commis-adjoint de 3^e classe
Germa Bernard, commis-adjoint de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade de commis-adjoint
d'Almeida Stéphan, commis-adjoint de 4^e classe.

A la 1^{re} classe du grade de facteur ordinaire
Lassey Antoine, facteur de 2^e classe.

Au grade de facteur de 2^e classe
Bouraima Samuel, facteur-adjoint de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade de facteur-adjoint
Nandoma Kodjo, facteur-adjoint de 2^e classe
Aglanmey Kokou Emmanuel, facteur-adjoint de 2^e classe.
Zekpa Ignace, facteur-adjoint de 2^e classe.
Amouzou Barthélemy, facteur-adjoint de 2^e classe.

b) — Radio

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

Au 2^e échelon du grade de commis principal de classe exceptionnelle

Ebanda Ernest, commis principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon.

Au grade de mécanicien de 2^e classe
Colley Jean, mécanicien-adjoint de 1^{re} classe.

PERSONNEL DES TRAVAUX PUBLICS

(Pour compter du 1^{er} janvier 1945)

Au grade de maître-ouvrier de 2^e classe
Quashie Joseph, ouvrier de 1^{re} classe.

A la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire
Dossah Philippe, ouvrier de 2^e classe
Reinhardt Otto, ouvrier de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
Segla Marcellin, ouvrier de 3^e classe
Agbagla Alexandre, ouvrier de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
Manedji Ayéna, ouvrier de 4^e classe.

Au grade d'aide-géomètre principal de 3^e classe
Zinsou François, aide-géomètre de 1^{re} classe.

Au grade de chef calqueur de 2^e classe
Obegnedji Venance, calqueur de 1^{re} classe.

(Pour compter du 1^{er} juillet 1945)

Au grade de maître-ouvrier de 2^e classe
Agbagla Bernard, ouvrier de 1^{re} classe
Sant'Anna Ouabi, ouvrier de 1^{re} classe

A la 1^{re} classe du grade d'ouvrier ordinaire
Amoussou Ambroise, ouvrier de 2^e classe.

A la 2^e classe du grade d'ouvrier ordinaire
Kodjo Moïse, ouvrier de 3^e classe (conserve 6 mois de R.S.M.).

A la 3^e classe du grade d'ouvrier ordinaire.

Akakpo Vincent, ouvrier de 4^e classe
Adanbounou Tétévi, ouvrier de 4^e classe
Bougounou Napo, ouvrier de 4^e classe
Kouessivi François Simon, ouvrier de 4^e classe.

Est abrogé l'arrêté n° 4/p. du 3 janvier 1945 portant promotions dans le personnel indigène des cadres locaux du Togo.

- Titularisations - Nominations

Par arrêté n° 661 P. du :

23 novembre 1945. — Les agents stagiaires des cadres locaux indigènes ci-après désignés, sont titularisés dans leur emploi et nommés aux grades suivants :

Commis d'administration adjoint de 6^e classe

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Limoan Lazare, commis d'administration stagiaire
Ganfon Symphorien, commis d'administration stagiaire

Adjetey Adjévi Nicolas, commis d'administration stagiaire

Amouzou John, commis d'administration stagiaire
Adjalo Benoît, commis d'administration stagiaire.

Moniteur-adjoint de 3^e classe de l'Agriculture

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Bedou Vincent, moniteur-adjoint de 3^e classe stagiaire

Semedo Kouassi, moniteur-adjoint de 3^e classe stagiaire.

Facteur de 2^e classe des C.F.T.

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Obaguidi Pascal, facteur de 2^e classe stagiaire
Bedjean Simon, facteur de 2^e classe stagiaire

Attoh Mensah Honoré, facteur de 2^e classe stagiaire
Akolly Augustin, facteur de 2^e classe stagiaire
Aghey Antoine, facteur de 2^e classe stagiaire
Achille Alexandre, facteur de 2^e classe stagiaire
Ocloo Primus, facteur de 2^e classe stagiaire.

Mécanicien de 2^e classe des C. F. T.

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Degan Simon, mécanicien de 2^e classe stagiaire.

Mécanicien de 4^e classe des C. F. T.

(Pour compter du 1^{er} novembre 1944)

Anatoh Nicolas, mécanicien stagiaire.

Ouvrier de 2^e classe des C. F. T.

(Pour compter du 1^{er} novembre 1944)

Dékpo Etienne, ouvrier de 2^e classe stagiaire
Adamah Gérard, ouvrier de 2^e classe stagiaire
Agbalou Fala Soulé, ouvrier de 2^e classe stagiaire.

Ouvrier de 4^e classe des C. F. T.

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Koudawoo Fidélius, ouvrier stagiaire
Amah Kagni Stéphan, ouvrier stagiaire
Abattan Prudence, ouvrier stagiaire.

Chef d'équipe de 2^e classe des C. F. T.

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Tèko Charles, chef d'équipe de 2^e classe stagiaire
Koutodjo Maurice, chef d'équipe de 2^e classe stagiaire

N'Kekesi Léonard, chef d'équipe de 2^e classe stagiaire

Wothor Louis, chef d'équipe de 2^e classe stagiaire.

Chef d'équipe de 4^e classe des C. F. T.

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

d'Almeida Etienne, chef d'équipe stagiaire
Kpelle Robert, chef d'équipe stagiaire
Dogbessa Messanvi, chef d'équipe stagiaire.

Pointeur de 2^e classe du wharf

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Ahyee Nathaniel, pointeur de 2^e classe stagiaire
Beni Locoo Comlanvi, pointeur de 2^e classe stagiaire.

Préposé de 6^e classe des douanes

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Attigbé Etienne, préposé stagiaire
Yigan Joseph, préposé stagiaire
Aziglossou Emile, préposé stagiaire
Sossah Cosme, préposé stagiaire.

Pour compter du 7 mai 1945

Dupuy Louis, préposé stagiaire.

Garde-frontière de 6^e classe des douanes

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Pinheiro François, garde-frontière stagiaire
Ayité Alexandre, garde-frontière stagiaire
Gnidoté Amoussou, garde-frontière stagiaire
Nongbignon Jagla, garde-frontière stagiaire
Yehouéssi Eugène, garde-frontière stagiaire

Kpossi Houédanou, garde-frontière stagiaire
 Assi Kouakanou, garde-frontière stagiaire
 Dovonou Elie, garde-frontière stagiaire
 Lokossou Vidégla, garde-frontière stagiaire
 Bruce François, garde-frontière stagiaire
 Koussougbo John, garde-frontière stagiaire
 Homenou Jean Dansou, garde-frontière stagiaire
 Kpatcha Bagnol, garde-frontière stagiaire
 Gnassounou Todégo, garde-frontière stagiaire
 Houndjo Gaudens, garde-frontière stagiaire
 Hounnandjai François, garde-frontière stagiaire.

Pour compter du 26 août 1945

Tamora Dongo, garde-frontière stagiaire.

Garde forestier de 2^e classe des Eaux et Forêts

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Possian Antoine, garde forestier stagiaire
 Adamah Paul, garde forestier stagiaire
 Dagnon Charles, garde forestier stagiaire
 Dossou Florentin, garde forestier stagiaire
 Agblami Gabriel, garde forestier stagiaire
 Smith Léopold, garde forestier stagiaire
 Anagonou Marcellin, garde forestier stagiaire
 de Souza Léon, garde forestier stagiaire
 Ayoubou Assani, garde forestier stagiaire.

Pour compter du 10 février 1945

Whannou Daniel, garde forestier stagiaire
 Talon Lucien, garde forestier stagiaire.

Pour compter du 24 février 1945

Nouatin Pascal, garde forestier stagiaire.

Pour compter du 29 mars 1945

Noviho Amoussou Antoine, garde forestier stagiaire.

Pour compter du 6 novembre 1945

Adinsi Robert, garde forestier stagiaire.

Moniteur adjoint de 6^e classe de l'Enseignement

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Ayayi Alphonse, moniteur adjoint de 6^e classe stagiaire

Mensah Logossou Faustin, moniteur adjoint de 6^e classe stagiaire

Kwaku Patrice Simon, moniteur adjoint de 6^e classe stagiaire

Geraldo Nassirou, moniteur adjoint de 6^e classe stagiaire

Awute Stanley Gédéon, moniteur adjoint de 6^e classe stagiaire

Eteh Benoît, moniteur adjoint de 6^e classe stagiaire.

Assistant de police adjoint de 6^e classe

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Aguigah Hubert, assistant de police stagiaire.

Pour compter du 22 juillet 1945

Aguiar Adolphe, assistant de police stagiaire

Sognigbé David, assistant de police stagiaire.

Pour compter du 25 juillet 1945

Joshua Elie, assistant de police stagiaire.

Commis adjoint de 6^e classe des Transmissions

a) - P. T. T.

Pour compter du 15 novembre 1944

Brassier Paul, commis stagiaire

Johnson Pacôme, commis stagiaire

Salako Patrice, commis stagiaire.

Pour compter du 15 novembre 1945

Lawson Bétum Pascal, commis stagiaire

Geay Maurice, commis stagiaire.

Pour compter du 24 novembre 1945

Gbedey Emmanuel, commis stagiaire

b) - Radio

Pour compter du 28 août 1945

Adzeh François, commis stagiaire

Geraldo Nouréine, commis stagiaire

Lawson Clément, commis stagiaire

Bossou Augustin, commis stagiaire

Goussanou André, commis stagiaire.

Mécanicien adjoint de 6^e classe des Transmissions

Radio

Pour compter du 28 août 1945

Hélégbé Emmanuel, mécanicien stagiaire.

Facteur adjoint de 6^e classe des Transmissions

P. T. T.

Pour compter 1^{er} juillet 1945

Dathevi Richard, facteur stagiaire

Johnson Antoine, facteur stagiaire.

Pour compter du 1^{er} août 1945

Hoffer André, facteur stagiaire

Mensah Jean, facteur stagiaire.

Ouvrier de 1^{re} classe des Travaux Publics

Pour compter du 1^{er} novembre 1944

Agbodo Frédéric Wolfgang, ouvrier de 1^{re} classe stagiaire

Kanyi Agbo Têko Joseph, ouvrier de 1^{re} classe stagiaire.

Sont abrogés les arrêtés nos 2 bis/P., 179/P., 239/P., 240/P., 319/P., 320/P., 338/P., 339/P., et 408/P. des 3 janvier, 5 avril, 15 mai, 15 juin, 22 juin et 2 août 1945 portant titularisations, prolongations de stage et nominations dans le personnel indigène des cadres locaux du Togo.

Mutations

Par décision No 658 P. du :

22 novembre 1945. — Le moniteur adjoint de 6^e classe Eteh Benoît en service à l'école de village de Dako, est affecté à l'école régionale de Bassari.

Le moniteur adjoint de 6^e classe Awute Gédéon, en service à l'école régionale de Bassari, est affecté à l'école de village de Dako.

Sanctions disciplinaires

Par décision N° 659 P. du :

22 novembre 1945. — Un blâme officiel avec inscription au dossier est infligé au moniteur adjoint de 6^e classe du cadre local secondaire de l'enseignement du Togo Eteh Benoît, en service à Dako (Subdivision de Bassari) pour faute professionnelle grave.

Gardes-frontières**Nomination**

Par arrêté N° 667 P. du :

24 novembre 1945. — Le nommé Lawson Emmanuel, matelot démobilisé, est agréé dans le cadre local des douanes du Togo, en qualité de garde-frontière stagiaire.

Il est mis à la disposition du Chef du Service des Douanes.

Gardes-forestiers**Licenciement**

Par arrêté N° 658 P. du :

21 novembre 1945. — Le garde forestier stagiaire Lawson David, précédemment en service à Tététon-Nord (Cercle du Centre), suspendu de ses fonctions par arrêté n° 593/P. du 24 octobre 1945, est licencié de son emploi pour compter du 9 novembre 1945, date à laquelle il a été condamné par le tribunal du 1^{er} degré d'Atakpamé à deux ans de prison pour corruption active.

Agents de police**Licenciement**

Par arrêté N° 668 P. du :

24 novembre 1945. — L'agent de police stagiaire Amouzou Michel, en service à Lomé, est licencié de son emploi pour inaptitude physique imputable au service.

Il lui est accordé une indemnité de licenciement égale à six mois de solde.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Forces de Police

Par arrêté N° 651 B.M. du :

19 novembre 1945. — Sont agréés à la Compagnie des Forces de Police à compter du 1^{er} novembre 1945 :

comme 1^{re} classe stagiaire :

Vidjannagni Germain, ex-caporal de tirailleurs.

comme 2^e classe stagiaire :

Mamoutou Sato, ex-tirailleur de 1^{re} classe.

comme stagiaires catégorie A :

Moumouni Sakari, ex-tirailleur de 2^e classe,
Djadjako, ex-tirailleur de 2^e classe.

comme stagiaires catégorie B :

Quenam Michel,	Adjolé Bassambia,
Gibirila Agouda,	Mada Lamboni,
Yamoti Nikabou,	Nampagou Laré,
Togbénu Nicolas,	Sogoré Djabilé,
Soukoum Aléon,	Djodia Tamtané,
Bampini Kombati,	Agandé Toté,
Afanou Kuassi,	Ali Kangani,
Hodanou Benoît,	Adéna Agaté,
Lazare Noaga,	Sakari Dantako,
Nassamkpéré Laré L.	Koutchali Laré,
Léguéribé Latchégéri,	Kariéré Baniporé,
Dantaré Nakondja,	Nouguiné Kombati,
Djagbaré Douti,	Koutour Lamboni,
Simklina Yakobou,	

Sont licenciés pour inaptitude physique non imputable au service et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire :

à compter du 1^{er} novembre 1945 :

Laré Kombatébigué, stagiaire catégorie-B, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 15 novembre 1945 :

Kondo, caporal, Mle M/750 BT, de la Cie des Forces de Police.

La gratuité du transport leur est accordée pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté N° 660 B.M. du :

21 novembre 1945. — Sont révoqués et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire :

à compter du 4 septembre 1945 :

Mathias Nimon, brigadier de 2^e classe Mle 1166, du peloton du Centre (Subdivision d'Atakpamé), condamné à 3 ans de prison par le tribunal de 1^{er} degré d'Atakpamé.

Soalé, garde de 1^{re} classe Mle 1247, du peloton du Centre (Subdivision d'Atakpamé), condamné à 18 mois de prison par le tribunal colonial d'appel de l'A.O.F.

à compter du 3 novembre 1945 :

Laré Bigui, garde de 2^e classe Mle 1324, du peloton du Centre (Subdivision d'Atakpamé), condamné à 3 mois de prison par le tribunal de 1^{er} degré d'Atakpamé).

à compter du 1^{er} décembre 1945 :

Ahini Pierre, brigadier de 1^{re} classe Mle 1421, du peloton du centre (Subdivision d'Atakpamé), pour mauvaise manière habituelle de servir. — (A droit à la gratuité du transport pour rejoindre ses foyers).

Le brigadier de 2^e classe Damnanga, Mle 1163, du peloton du Centre (Subdivision d'Atakpamé), décédé à l'hôpital d'Atakpamé le 6 novembre 1945, est rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire à compter du 7 novembre 1945.

La gratuité du transport est accordée à sa famille pour rejoindre ses foyers.

DIVERS**Allocations**

Par arrêté N° 631 F. du :

14 novembre 1945. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1^{re} — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Cinq mille cent quatre vingts francs (5.180 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Pognon Michel, instituteur principal de 2^e classe de l'enseignement, né à Grand-Popo (Dahomey) le 2 janvier 1889.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

2^e — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Quatre mille sept cent quatre vingts francs (4.780 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Jacobi Paul, chef de station de 1^{re} classe des C.F.T., né à Lomé (Togo) le 22 juin 1898.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} mai 1945.

3^e — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Cinq mille cinq cent vingt huit francs (5.528 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Adigo Akakpo Dorothée, infirmier spécialiste principal de 2^e classe, né à Anécho le 22 août 1896.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} juillet 1945.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus et des indemnités pour charges de famille est imputable au budget local du Togo en ce qui concerne M.M. Pognon et Adigo, et au budget annexe du C.F.T. pour M. Jacobi.

Commandement indigène

Par arrêté N° 659 APA. du :

21 novembre 1945. — L'honorariat de la fonction est accordé aux anciens chefs de canton de la subdivision de Klouto (Cercle du Centre) ci-après dénommés :

Agbokou, ex-chef du canton de Kpélé;
Bassah, ex-chef du canton de Dayé;
Ankou II, ex-chef du canton de Kpadapé;
Dom, ex-chef du canton de Kouma;
Tsally, ex-chef du canton d'Agomé;
Pattah, ex-chef du canton d'Agotimé.

A titre exceptionnel, ils auront droit, en cette qualité, à une allocation mensuelle de 200 francs chacun.

La dépense est imputable au chapitre IV (Service d'Administration générale) article 5 (Circonscriptions administratives — Personnel Indigène) paragraphe 3 (Traitements des chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — budget local du Togo — exercice 1945.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service des nouveaux chefs ayant remplacé les intéressés.

Commissions

Par décision N° 644 TP. du :

13 novembre 1945. — La commission instituée par arrêté n° 499 du 5 septembre 1941 et composée comme suit :

M. Gustave, ingénieur hors classe des T.P.C., chef du service des T.P. et Transports p.i.	<i>Président</i>
M.M. Vaudiau, administrateur des colonies, chef du bureau des A.P.A.,	} <i>Membres</i>
Dabézié, ingénieur-adjoint de 1 ^{re} cl. des T.P.C.,	
Aubanel, chef du bureau du personnel, Lombard, ingénieur-adjoint de 3 ^e cl. des T.P.C., chef de la subdivision des T.P. Sud,	
	<i>Rapporteur</i>

se réunira à Lomé sur la convocation de son président en vue de faire subir au maître ouvrier auxiliaire Alapini Daniel, les épreuves de l'examen professionnel prévu pour accès au grade des maîtres ouvriers du cadre local indigène des T.P. du Togo.

Par décision N° 646 F. du :

16 novembre 1945. — Une commission composée de :	
M. Sanson, Chef du Bureau des Finances	<i>Président</i>
M.M. Lombard, Chef de la Sub. des T.P., Lhuissier, Chef du Garage Central	} <i>Membres</i>
Brenner, Chef Section du Matériel,	

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de procéder à la réévaluation de deux moteurs électriques demandés en cession par le Service des Travaux Publics du Dahomey.

Enseignement*Certificat d'Etudes primaires élémentaires***SESSION 1945**

RECTIFICATIF à la liste des candidats admis classés par ordre de mérite — J.O. Togo du 1^{er} octobre 1945 — Pages 530 à 534.

CENTRE DE LOMÉ

Au lieu de :

91 —

Dos Reis Isidore, candidat libre de Lomé

118 —

Agboku Nicolas, candidat libre de Lomé

145 —

Amoussou Eugénie, cours populaire du soir de Lomé

.

Lire :

- 91 — Dos Reis Isidore, Mission Catholique de Lomé
 118 — Agbokou Nicolas, Mission Catholique de Lomé
 145 — Amouzou Eugène, Mission Catholique de Tsévié

CENTRE DE PALIMÉ*Au lieu de :*

- 27 — Dagbovie Sophie, Ecole Notre-Dame des Apôtres de Palimé
 36 — Segbéfia Fidélis, candidat libre de Palimé

Lire :

- 27 — Daboni Sophie, Ecole Notre-Dame des Apôtres de Palimé
 36 — Segbéfia Fidélis, Mission Catholique d'Agou

Ecoles du Gouvernement général

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du 19 octobre 1945. — Sont admis à l'Ecole technique supérieure de l'A.O.F., les élèves désignés ci-après, classés par ordre de mérite :

4. Brym Moudjibou (Togo);
 6. Creppy Hézékiah (Togo);
 10. Koukou Emmanuel (Togo);
 11. Dossou Gaston (Togo);
 12. Agbémagnon Nsougan (Togo);
 13. D'Almeida Christian (Togo);

La rentrée des élèves à l'Ecole technique supérieure est fixée au 1^{er} janvier 1946.

Par décision N° 2547 E. du Gouverneur du Soudan Français en date du :
 8 novembre 1945. — Les élèves de 1^{re} année de l'Ecole Normale Frédéric Assomption :

- Dravie Paul (Togo);
 Agbagla Alphonse (Togo);
 Amétowou Martin (Togo);

sont exclus de cet Etablissement pour avoir participé à un mouvement général d'insubordination particulièrement grave.

Pendant une période de 5 ans à dater de la signature de la présente décision, il leur sera interdit d'occuper un emploi administratif.

Les familles intéressées seront poursuivies en remboursement des frais d'études.

Mutualité scolaire

Par arrêté N° 635 E. du :

17 novembre 1945. — Dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté N° 339 du 12 septembre 1936, il est créé une société de mutualité scolaire auprès de chacune des écoles ci-après :

Cercle de Lomé :

Aflao.

Cercle du Centre :

Cours Normal des Moniteurs d'Atakpamé,
 Anié,
 Tohun,
 Nytoé,
 Akata.

Cercle de Sokodé :

Agoulou,
 Dako
 Djandé,
 Pagouda.

Cercle de Mango :

Nano,
 Korbongou.

Frais funéraires

Par décision N° 648 F. du :

16 novembre 1945. — Le remboursement d'une somme de Six cents francs (600 frs.) à titre de frais funéraires et d'érection de tombe supportés à l'occasion du décès du commis-adjoint de 1^{re} classe des P.T.T. Afandomi Cosme, décédé à Lomé le 18 août 1945, est accordé aux orphelins de ce fonctionnaire.

Le dit remboursement sera mandaté à M. Afandomi Dovi Frédéric, garde-frontière des douanes, en service à Palimé, actuellement en congé à Lomé, tuteur légal des enfants du défunt et frère de ce dernier.

La dépense est imputable au budget local exercice 1945 — chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1.

Prêt d'honneur

Par décision N° 650 F. du :

16 novembre 1945. — Il est consenti à M. de Souza Jean, étudiant à la Faculté de droit de Paris (doctorat), un prêt d'honneur de 30.000 francs payable par mensualités de 5.000 francs pour compter du 1^{er} novembre 1945.

Le remboursement de ce prêt sera effectué par M. de Souza Augustino, père de l'intéressé, par sixième, le premier versement devant avoir lieu le 30 novembre 1945 et le dernier le 30 avril 1946.

Rôles

Par arrêté N° 671 CD. du :

24 novembre 1945. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercices 1945 ci-après s'élevant à la somme de : Un million neuf cent soixante sept mille trois cent soixante huit francs (1.967.368 frs.).

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
I — ANCIENNES CONTRIBUTIONS ET TAXES ASSIMILÉES				
Exercice 1945				
182.	Trésor	Impôt foncier sur immeubles bâtis	27.483,—	44.812,—
		Taxe d'enlèvement d'ordures	17.329,—	
183	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	3.822,—	
		Taxe d'enlèvement d'ordures	29.577,—	
184	Lomé C. M.	Impôt personnel hors catégories	1.750,—	2.550,—
		Taxe vicinale	500,—	
		Contribution exceptionnelle	300,—	
185	—	Impôt personnel hors catégories	350,—	
		Taxe vicinale	100,—	510,—
		Contribution exceptionnelle	60,—	
186	—	Impôt personnel sur indigène catég. sup.	17.700,—	
		Taxe vicinale	6.875,—	
		Contribution exceptionnelle	2.915,—	27.490,—
187	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	87.138,—	
		Taxe d'enlèvement d'ordures	25.787,—	
188	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	62.059,—	
		Taxe d'enlèvement d'ordures	2.214,—	64.273,—
189	—	Patentes		
190	—	Patentes		
191	—	Licences		
192	—	Taxe sur armes perfectionnées		280,—
193	—	Taxe sur armes non perfectionnées		
194	—	Taxe sur Chiens		
195	Lomé Subd.	Patentes		
196	—	Taxe sur armes non perfectionnées		32,—
197	—	Taxe sur bicyclettes		
198	Tsévié	Patentes		
199	—	Taxe sur armes non perfectionnées		
200	—	Taxe sur bicyclettes		510,—
201	Klouto	Impôt personnel sur indigène catég. sup.	16.000,—	
		Taxe vicinale	5.430,—	
		Contribution exceptionnelle	2.570,—	
202	—	Impôt personnel sur indigène catég. ord.	38.160,—	
		Taxe vicinale	14.490,—	58.125,—
		Contribution exceptionnelle	5.475,—	
203	—	Impôt personnel sur indigène catég. ord.	1.050,—	
		Taxe vicinale	400,—	
		Contribution exceptionnelle	150,—	1.600,—
204	—	Impôt personnel sur indigène C. O.	5.985,—	
		Taxe vicinale	2.280,—	
		Contribution exceptionnelle	855,—	
205	—	Patentes		188.769,—
206	—	Patentes		
207	—	Licences		
208	—	Taxe sur armes perfectionnées		
209	—	Taxe sur armes non perfectionnées		456,—
		<i>à reporter</i>	317.274,—	394.577,—

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>Report</i>	317.274,—	394.577,—
210	Klouto	Taxe sur armes non perfectionnées.	2.784,—	
211	—	Taxe sur armes non perfectionnées.	15.944,—	
212	—	Taxe sur bicyclettes.	1.140,—	
213	—	Taxe sur bicyclettes.	660,—	
214	—	Taxe sur bicyclettes.	240,—	338.042,—
215	Atakpamé	Impôt sur la population flottante	4.625,—	
		Contribution exceptionnelle	740,—	
216	—	Taxe vicinale sur impôt flottant	5.365,—	
217	—	Patentes	2.220,—	
218	—	Taxe sur bicyclettes	13.477,—	
219	Sokodé	Taxe sur bicyclettes	510,—	21.572,—
		Impôt personnel sur indigène C. O.	1.520,—	
		Contribution exceptionnelle	380,—	
		Taxe vicinale.	950,—	
220	—	Impôt personnel sur indigène C. O.	2.850,—	
		Contribution exceptionnelle	40,—	
		Taxe vicinale	10,—	
221	—	Taxe vicinale	25,—	75,—
		Impôt sur la population flottante	625,—	
		Taxe vicinale	300,—	
		Contribution exceptionnelle	100,—	
222	—	Impôt sur la population flottante	1.025,—	
		Taxe vicinale.	250,—	
		Contribution exceptionnelle.	120,—	
223	—	Patentes	40,—	410,—
224	—	Patentes	16.850,—	
225	—	Licences	19.117,—	
226	—	Taxe sur armes perfectionnées	300,—	
227	—	Taxe sur armes non perfectionnées	100,—	
228	—	Taxe sur armes non perfectionnées	3.480,—	
229	—	Taxe sur bicyclettes.	330,—	
230	Lama-Kara	Taxe sur bicyclettes.	330,—	44.867,—
		Impôt personnel sur indigène C. S.	700,—	
		Contribution exceptionnelle	110,—	
		Taxe vicinale	220,—	
231	—	Impôt sur la population flottante	1.030,—	
		Taxe vicinale	2.375,—	
		Contribution exceptionnelle	1.140,—	
232	—	Patentes	380,—	3.895,—
233	—	Licences	43.925,—	
234	—	Taxe sur armes perfectionnées	150,—	
235	—	Taxe sur armes non perfectionnées	40,—	
236	—	Taxe sur armes non perfectionnées	32,—	
237	Bassari	Taxe sur bicyclettes.	720,—	49.792,—
		Impôt personnel sur indigène C. S.	1.350,—	
		Contribution exceptionnelle	225,—	
		Taxe vicinale	540,—	
238	—	Impôt sur la population flottante	2.115,—	
239	—	Taxe vicinale sur impôt flottant	875,—	
240	—	Contribution exceptionnelle sur impôt flottant	420,—	
241	—	Patentes	140,—	
242	—	Taxe sur armes non perfectionnées.	4.175,—	
243	—	Taxe sur armes non perfectionnées.	5.911,—	
		Taxe sur bicyclettes	240,—	13.876,—
TOTAL				862.726,—

II) IMPÔTS SUR LES REVENUS

RÔLE N° 30 — Trésor-Lomé	1.964,—
— 31 — Trésor-Lomé	16.068,—
— 32 — Trésor-Lomé	275.899,—
— 33 — Atakpamé	3.690,—
— 34 — Trésor-Lomé	669.877,—
— 35 — Lomé-Agence	19.981,—
— 36 — Tsévié	9.376,—
— 37 — Anécho	44.325,—
— 38 — Atakpamé	18.345,—
— 39 — Palimé	12.531,—
— 40 — Sokodé	35.391,—
— 41 — Mango	40,—
— 42 — Tsévié	1.688,—
— 43 — Palimé	1.222,—
— 44 — Atakpamé	3.782,—
— 45 — Palimé	463,—
TOTAL	1.104.642,—
Report du total des anciennes contributions et taxes assimilées.	862.726,—
TOTAL GÉNÉRAL.	1.967.368,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 26 novembre 1945.

Secours

Par arrêté N° 644 F. du :

17 novembre 1945. — Est renouvelé pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} juillet 1944, le secours annuel temporaire de Cinq cents francs (500 frs.) accordé au nommé Idrissou, ex-serre-frein des Travaux Neufs accidenté, par arrêté n° 647 du 12 novembre 1942.

Cette allocation est payable par trimestre et à terme échu.

La dépense est imputable au budget local du Togo, chapitre XIV — article 2.

Par décision N° 647 F. du :

16 novembre 1945. — Un secours après décès de Cinq mille frs. (5.000 frs.) équivalant à trois mois de solde nette de présence du commis-adjoint de 1^{re} cl. des P.T.T. du Togo Afandomi Cosme, décédé à Lomé (Togo) le 18 août 1945, est accordé aux orphelins de ce fonctionnaire.

Le dit secours sera mandaté à M. Afandomi Dovi Frédéric garde-frontière des douanes en service à Palimé, actuellement en congé à Lomé, tuteur légal des enfants du défunt et frère de ce dernier.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local — chapitre VIII — article 1 — paragraphe 2 — exercice 1945.

Par décision N° 649 F. du :

16 novembre 1945. — Il est accordé un secours éventuel de mille francs (1.000 frs.) payable en une seule fois à M. Roland Robert, domicilié à Lomé, en service aux Forces de Police du Togo.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local, exercice 1945, chapitre XIV — article 2 — paragraphe 1 — (Secours éventuels à des particuliers et secours collectifs à des sinistrés du Territoire.

Par arrêté N° 664 CFT. du :

23 novembre 1945. — Le secours temporaire de Neuf cents francs (900 frs.) par an alloué à Madame Nadou Combey veuve de l'ex-pointeur du chemin de fer Combey Wilfried, par arrêté N° 191 du 24 mars 1942, est renouvelé pour une période de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 1945.

Ce secours est payable par trimestre et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf.

Par décision N° 664 CFT. du :

24 novembre 1945. — Le secours temporaire alloué à Madame Combe Rogèr, par arrêté N° 614 F. du 31 octobre 1942, est renouvelé pour une période de 3 ans, à compter du 1^{er} juillet 1945, et son montant annuel fixé à dix mille francs (10.000 frs.).

Ce secours est payable par trimestre et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf — chapitre 1^{er} — article 4 — paragraphe 2.

Subventions

Par décision N° 645 CFT. du :

15 novembre 1945. — Est allouée une subvention de Quarante mille francs (40.000 frs.), au Comité National de Solidarité des Cheminots en faveur des victimes de la guerre, 21, Impasse d'Amsterdam à Paris (9^e).

La dépense est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo — chapitre 1^{er} ter.

Par décision N° 655 E. du :

20 novembre 1945. — Pour le troisième trimestre 1945, les subventions suivantes sont accordées aux établissements de l'enseignement privé ci-dessous désignés afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage, d'enseignement professionnel, manuel ou agricole et de fournitures scolaires.

Mission Catholique	235.125
Mission Evangélique	61.725
Mission Méthodiste	6.900

Les primes suivantes pour succès aux examens sont accordées aux établissements de l'enseignement privé ci-dessous désignés :

Mission Evangélique	16.800
Mission Méthodiste	4.000

Terrain domanial

Par arrêté N° 632 DOM. du :

14 novembre 1945. — Le nommé Idrissou, colporteur demeurant à Lama-Kara est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial situé à Lama-Kara, constituant le lot N° 72 du lotissement du centre de Lama-Kara, d'une superficie de trente-deux ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, en mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition n° 1305, déposée le 19 novembre 1945 le sieur Dadee Alfred Agossou profession de maçon, demeurant et domicilié à Anécho, Cercle d'Anécho, agissant 1^o comme co-propriétaire, majeur, non interdit et 2^o comme mandataire de son frère, le nommé : Dadee Antoine Kokouvi, employé de commerce, domicilié à Anécho (Togo) demeurant à Ouagbo (Dahomey), également co-propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain, ayant la forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouvent édifiées diverses constructions, dont deux à étage, à usage d'habitation et de communs, en briques cuites, recouvertes de tôles ondu-

lées d'une contenance totale de 85 ares 57 centiares situé à Anécho, Cercle d'Anécho, au quartier Djama-dji-Kpota et borné à l'Est par terrains à Kloutsé et Samuel Sossa, au Sud par un passage, à l'Ouest par un passage le séparant des terrains de Joseph Creppy et Wilson Adjégan, au Nord par la route Lomé-Anécho.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droit ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
E. GUÉRIN.

Avis de Bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le samedi 5 janvier 1946 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, sur lequel se trouvent édifiés un bâtiment à usage de boutique et diverses constructions, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 9 ares 33 centiares, et borné au Nord par terrain à Aziagbé, à l'Est par l'Emprise du Chemin de fer Lomé-Palimé, au Sud par terrain au Gouvernement et à l'Ouest par la route Lomé-Palimé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dossou Agbanavor, Charpentier, demeurant et domicilié à Noépé (Subdivision de Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 28 juillet 1943, n° 1260.

Le samedi 5 janvier 1946 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 18 ares 64 centiares, et borné au Nord par terrain à la S.C.O.A., à l'Est par la route de Lomé à Palimé, au Sud par terrain à James Gbogbo et à l'Ouest par terrain à Agbanowo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mensah Gadessé, Cultivateur, demeurant et domicilié à Noépé (subdivision de Lomé), agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 28 juillet 1945, n° 1261.

Le lundi 14 janvier 1946 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nogoédji Ouatchi, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier et complanté de cocotiers d'une contenance de 19 ha 47 ares, et borné à l'Est par terrains à Assiakoley Anani et à Amavi Kouao, au Sud par terrains à Amavi Kouao et à Assiakoley Anani, à l'Ouest par terrain à Kpégli Améganssé, dont l'immatriculation a été demandée par les sieurs Koffi Gbadago et Akakpo Mensah, propriétaires, demeurant et domiciliés à Lomé, agissant en qualité de propriétaires suivant réquisition du 15 septembre 1945, n° 1303.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
E. GUÉRIN.

« INTENDANCE MILITAIRE DE COTONOU »

AVIS

**relatif à la clôture de l'exercice 1945
du budget colonial au Togo**

« Les créanciers du Budget Colonial au Togo sont informés que par application du Décret du 25 juin 1934 (article 1^{er}) dont les dispositions ont été étendues aux Colonies par le Décret du 15 décembre 1934, la clôture de l'exercice 1945 est fixée au 31 décembre 1945.

« Ils sont par suite invités à remettre à l'Intendant Militaire de Cotonou, et avant le 15 décembre 1945 les mémoires, comptes ou factures des sommes qui peuvent leur être dues au titre du dit exercice.

« Les titulaires de mandats au compte du Budget Colonial (exercice 1945) devront en outre se présenter aux Caisses du Trésor avant le 31 décembre 1945 ».

CLAUSTRE-BARBANÈRE.

AVIS**BILLET DE 25 FRANCS**

DE LA BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

La Banque de l'Afrique Occidentale va prochainement mettre en circulation un nouveau billet de Frs : 25,— présentant les caractéristiques suivantes :

Le nouveau billet de 25 francs mesure 12,8 cm sur 8 cm ; il est imprimé sur papier blanc avec filigrane sur côté droit faisant apparaître une tête de femme vue de face, et représente :

Au recto — se détachant dans un carré de feuillage du buste de femme africaine. Dans un cartouche, à la partie supérieure, les mots « BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE » sont imprimés en brun sur fond bleu pâle, en lettres anglaises majuscules ; la date d'émission en chiffres est inscrite au-dessous en noir ; à chaque angle supérieur, les chiffres 25 sont en brun ; à la partie inférieure, deux petits cartouches dans lesquels sont inscrits, à gauche, le numéro de série, à droite le numéro du billet, les numéros étant répétés dans l'ordre inverse à la partie supérieure ; sur la gauche, dans un rectangle de feuilles stylisées, sont inscrits les mots vingt cinq francs en brun et les signatures en noir.

Au verso — un jeune Africain vu de profil conduisant un bœuf est entouré de feuillage et de fleurs stylisés ; les mots BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sont imprimés en gris bleu dans un cartouche à la partie supérieure ; les chiffres 25 sont portés en rouge à chaque angle supérieur. A la partie inférieure est portée dans un cartouche, sur fond jaune pâle, la mention : « L'article 139 du code pénal punit des travaux forcés ceux qui auront contrefait ou falsifié les billets de banques autorisés par la loi ».

* *

Des spécimens de cette nouvelle coupure sont déposés chez la Succursale de Lomé de la BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat défenseur à LOME

VENTE**sur saisie-immobilière**

Il sera procédé, le Vendredi Vingt-cinq Janvier mil neuf cent quarante six, à huit heures du matin, à l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur de

1^o) — UN IMMEUBLE URBAIN BATI

sis à AGOU (Cercle de KLOUTO), immatriculé au Livre Foncier du Cercle de KLOUTO, sous le numéro Soixante, consistant en un terrain urbain bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction en briques de ciment à usage de boutique, d'une surface de Trente six ares Dix centiares, confrontant au Nord la route de Nyongbo, à l'Est terrain à DJIA-BASSOU, au Sud terrain à DOTZE et à l'Ouest un terrain domanial.

2^o) — UN IMMEUBLE RURAL NON BATI

sis à ADAME-AGOTIME, Région d'Agou (Cercle de KLOUTO), immatriculé au Livre Foncier du Cercle de KLOUTO, sous le numéro Quatre vingt et un, consistant en un terrain rural non bâti, planté de cacaoyers et de cultures vivrières, d'une surface de Sept hectares Trente quatre ares et Dix centiares, confrontant au Nord terrain à DJADOU et une piste vers Klou, à l'Est et au Sud terrain à KAGLA, au Sud-Ouest terrain à ALLOSEY et à l'Ouest la rivière Chietso.

Ces immeubles ont été saisis à la requête de la SOCIETE COMMERCIALE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE, Société à responsabilité limitée, ayant son siège social à ANECHO (Togo), agissant aux poursuites et diligences de M. PARBOT, son Directeur fondé de ses pouvoirs en exercice audit siège, ayant pour Avocat-défenseur Maître Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu,

Sur le sieur John Améwoanou RODNEY, propriétaire, demeurant et domicilié à AGOU-GARE (Cercle de Klouto), en vertu 1^o) d'une ordonnance rendue sur requête le 4 Novembre 1944, par M. le Président du Tribunal de 1^{re} Instance de LOME, enregistrée, autorisant l'expropriation forcée et simultanée des immeubles ci-dessus désignés ;

2^o) de la grosse dûment en forme exécutoire d'un jugement rendu par le Tribunal de 1^{re} Instance de LOME, statuant en matière commerciale, le 24 Mars 1944, enregistré ;

3^o) de la grosse dûment en forme exécutoire d'un jugement rendu par défaut par le Tribunal correctionnel de LOME, en son audience du 19 Juillet 1944, enregistré et signifié ;

4^o) d'un pouvoir spécial sous seing privé en date du 23 Août 1945, enregistré à LOME, le 11 Septembre 1945, F^o 99, N^o 183;

5^o) d'un commandement valant saisie-immobilière du ministère de M. Félicien d'ALMEIDA, huissier à PALIME, en date du 2 Novembre 1945, visé le même jour par M. le Chef de la Subdivision de Klouto et le 6 Novembre 1945, par M. le Conservateur de la Propriété Foncière, pour publication régulière, enregistré à LOME, le 6 Novembre 1945, F^o 49, N^o 24.

L'adjudication aura lieu sur les mises à prix fixées par la créancière poursuivante de :

- 1^o) DIX MILLE FRANCS pour l'immeuble urbain,
 - 2^o) SIX MILLE FRANCS pour l'immeuble rural.
- Ne seront admises aux enchères que les personnes

munies de l'autorisation d'acheter prévue par le décret du 8 Août 1941.

Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné,
R. VIALE.

Pour tous renseignements, s'adresser à M^e Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le cahier des charges a été déposé.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOME

AVIS

Avis est donné que les copies des Titres Fonciers Nos 22 d'Atakpamé, 36 de Lomé, 39 de Lomé, et 133 de Lomé, ayant appartenu à feu Assad Michel Nassar, ont été adirées.

Pour première insertion, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.